

N°16 - JANVIER 2021 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE

ET APRÈS ?

**ON REDÉMARRE
LA MACHINE
CAPITALISTE
OU
ON CHANGE
DE SYSTÈME ?**

**OÙ EN EST
LE MOUVEMENT
DES SANS-PAPIERS ?**

**LES CENT ANS
DU PCF**

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITO

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la période n'est pas hyper tonifiante...

C'est plutôt la confusion, la déprime de ne pas savoir quoi faire, les comportements individualistes renforcés par les confinements et couvre-feux divers et variés. La peur de la maladie, et bien plus la peur de ses conséquences, les licenciements, la misère, ça nous touche de plus en plus, directement ou auprès de nos connaissances. Les étudiants, les précaires, les anciens obligés d'aller aux Restaus du Cœur.

Et la situation mondiale n'est pas là pour nous rassurer. Entre les dirigeants politiques capitalistes impérialistes qui accentuent toutes les contradictions (Trump, Poutine, Modi, Erdogan, Netanyahu, Xi Jinping, Bolsonaro, Orban, Johnson et autres Macron), et la mondialisation de la crise (virus, pollution et changement climatique, marchés, frontières...) l'avenir s'annonce sombre et sans perspective.

On tente de réagir. Tout le monde triche sans honte pour aider ses proches, juste pour survivre. On discute par Zoom ou on se voit en cachette. L'individualisme a la limite de ce qu'est la vie en société, par définition collective : quand on n'en peut plus, autorisé ou pas, on renforce les liens.

Par conséquence et par nécessité, la révolte est là aussi. Contre l'autoritarisme de Macron qui dirige en mode dictateur confus, changeant d'une position à l'autre au gré de l'actualité, mais toujours en mode autoritaire.

Les sans-papiers ont été les premiers à réagir, et plus massivement que toutes ces dernières années. De

nouveaux collectifs voient le jour, les manifestations des 30 mai, 20 juin, 17 octobre et 18 décembre sont là pour en attester. S'il y a encore quelques illusions pour une régularisation massive, la compréhension que seule la lutte radicale et déterminée peut avoir une efficacité, peut faire plier le gouvernement fait son chemin. **Ce magazine fait le point sur le mouvement des sans-papiers**, avec plusieurs camarades investis dans ce combat.

La révolte est là, partout. Contre la répression et la loi de Sécurité globale, des centaines de milliers de personnes dans la rue le 28 novembre, contre cette nouvelle loi qui illustre la tendance permanente du capitalisme à la réaction pour combattre tous les empêcheurs d'exploiter en rond, pour protéger les miliciens du capital et leurs maîtres. Non, nous ne sommes pas au fascisme, ce n'est qu'une loi de plus comme tous les ans depuis cinquante ans, depuis la police de Papon en 1961, la loi anti-casseurs de 1970, les lois PS pour « rénover la police » en 1985, les lois Pasqua et Malik Oussekinine, en attendant les lois suivantes : l'esprit de révolte est puissant dans notre pays, la bourgeoisie renforce en permanence ses moyens de protection et de répression.

La révolte est là, des mobilisations partout contre les licenciements, avec la nouvelle vague de restructurations qui ne fait que commencer, il va bien falloir que quelqu'un paye cette crise !

La révolte est là, pourtant et partout. Mais sans réflexion, sans projet, sans avenir. On réagit au coup par coup, au cas par cas, « la lutte, la lutte ». Les syndicats sont absents, les partis politiques déjà partis pour les élections de 2022.

En vrai, nous sommes seuls, isolés, divisés et ça ne sert à rien de se cacher derrière son petit doigt.

Plutôt que nous lamenter sur Macron, Darmanin, la bourgeoisie, crier au fascisme, il serait plutôt temps de nous remettre à réfléchir, par nous-mêmes, non ? On parlait beaucoup du « **jour d'après** » en début d'année et en plein confinement, au final, c'est quoi ? Une jolie formule sans lendemain ?

Nous, à Voie Prolétarienne, on a pris les choses au sérieux, **on en fait un dossier dans ce magazine**. Parce que les contradictions elles-mêmes du capitalisme ont ouvert par effraction un immense champ d'espoirs et de réflexion, et il ne faut surtout pas laisser la porte se refermer, ni se faire récupérer par les réformistes de tous poils !

Et puis, comment on fait, quels outils on se donne ? La colère et la révolte, c'est bien, mais sans organisation et sans conscience on n'avance pas. C'est sur cette base et la compréhension de l'échec de la Commune de Paris **que s'est créé le PCF en 1920, il y a juste 100 ans**. Peut-être l'occasion d'y revenir, de comprendre comment il s'est construit contre l'opportunisme et l'anarcho-sindicalisme, pour finalement échouer dans le nationalisme et la collaboration de classe. **À nouveau un article de fond de ce magazine**.

On en revient, encore et toujours, aux leçons essentielles de la Commune de Paris dont nous allons commémorer le 150^e anniversaire en mars prochain : la conscience et l'organisation, l'association et le savoir, voilà nos besoins essentiels déjà bien définis par Marx et l'Association Internationale des Travailleurs à la fin du XIX^e siècle, et c'est justement à cela que travaille toujours l'OCML Voie Prolétarienne.

Il est temps que tous les militants actifs dans ce qu'on appelle « le mouvement social » prennent en charge sérieusement leur avenir, la construction des « jours d'après » auxquels nous aspirons tou.te.s. Il est temps de s'organiser, il est temps de nous rejoindre !

Le dossier du prochain numéro du magazine (printemps 2021) portera sur la défense de l'emploi et le combat contre la nouvelle vague de licenciements qui est en cours. Nous appelons tous nos lecteurs à participer à l'élaboration de ce dossier par des questions, des reportages, tant syndicaux que politiques, tant nationaux qu'internationaux !

OÙ LE DES

2



EN EST MOUVEMENT SANS-PAPIERS ?



L'OCML Voie Prolétarienne travaille depuis sa création, il y a 45 ans, pour l'unité de la classe ouvrière, l'unité des ouvriers français et immigrés contre l'exploitation capitaliste. Dès la lutte des foyers Sonacotra (1974-1980) et contre les mesures Stoleru (1976), nous sommes là aux côtés de nos camarades sur quelques mots d'ordres très simples¹ :

- Ouvriers français et immigrés, avec ou sans papiers, une seule classe ouvrière!
- Non au cas par cas, régularisation sans condition de tous les sans-papiers!
- Égalité absolue de tous les droits!
- Liberté de circulation et d'installation!
- Un seul combat commun, français et immigrés contre l'exploitation capitaliste, la répression et les expulsions!
- À bas la FrançAfrique! A bas l'impérialisme français!

Depuis le confinement, la lutte des sans-papiers a largement repris, à la tête de la remobilisation dès la fin du mois de mai, montrant l'exemple de ce qu'est un combat déterminé à l'ensemble des exploités. Nous avons donc voulu faire le point, très concret, et nous donnons la parole à trois camarades investis dans le combat, dont Cheikh, militant sans-papiers actif dans le collectif Schaeffer d'Aubervilliers, Arthur et Lara militants syndicaux dans leur entreprise et militants de VP, actifs dans le soutien.

Lara. Salut les gars, ça va depuis hier? Vous en avez pensé quoi de l'arrivée de la marche sur Paris? Pour moi, ce 17 octobre, ça a été génial! Il y avait beaucoup de monde j'ai trouvé, on peut même dire que c'est pas retombé en fait depuis les manifs du 30 mai et du 20 juin. En plus j'ai vu plusieurs collectifs qui se sont créés depuis le printemps. Ça donne de l'espoir pour la suite.

Arthur. Ça va merci! C'est vrai Cheick, Lara a raison. Il y avait du monde et de la détermination, y compris parmi ceux qui ont marché pendant plusieurs semaines. Le collectif Schaeffer était bien représenté et on m'a dit que vous avez animé le cortège qui venait de Saint-Denis. Comment tu l'expliques, toi, ce renouveau dans le mouvement des Sans Papiers auquel on assiste aujourd'hui?

Cheick. Déjà, moi je pense que ce qui explique la forte réapparition du mouvement des Sans-Papiers, quand on en discute avec les camarades du collectif, c'est qu'en arrivant en France les grands Frères qui nous ont précédé ont tout de suite mis l'accent sur la régularisation. Ils avaient bien compris qu'une fois que tu as les papiers, c'est l'ouverture à tout, et ils nous ont tracé la voie à suivre! En plus ici tous sont conscients de l'exploitation des patrons. Il y a des patrons qui sont au courant que les gens ne sont pas

régularisés et ils les font travailler à moindre coût. Il y a aussi certains patrons qui demandent les papiers mais si tu envoies les papiers d'une autre personne parce que tu travailles sous alias et bien ils acceptent. Donc tout ça c'est de l'exploitation, et tu te fais parfois même exploiter deux fois, et par le patron et par celui qui te donne ses papiers pour que toi tu travailles. Donc on se dit à un moment il faut se battre pour avoir soi-même ses papiers. On a compris la nécessité de se mettre ensemble et on ne voit que par les papiers, il faut être régularisé pour pouvoir s'en sortir. Je pense que c'est ce qui fait que les camarades se lancent de plus en plus dans la lutte.

L. Après ce n'est pas un phénomène nouveau, les luttes pour les papiers accompagnent les vagues d'immigration qui se sont succédées en France. Tu disais, Cheick, oui chez nous les anciens... D'accord mais les Polonais, les Italiens, les Portugais, les Espagnols et après les Maghrébins, ils ont déjà vécu ça! Et pourquoi aujourd'hui ces luttes semblent repartir de plus belle alors que le mouvement social lui tourne au ralenti?

C. Oui, il y a ce que je disais tout à l'heure, et en plus quand les camarades ont appris qu'il y avait des régularisations au Portugal et en Espagne, voilà ça a motivé aussi.

A. Tu as des exemples de discussions que tu as eues ici avec des camarades de Schaeffer qui se sont dits : mais mince, il y a des régularisations au Portugal, en Italie, en Espagne aussi je crois, et pourquoi il n'y en aurait pas en France ?

.....
¹ Nous venons de mettre en ligne sur notre site plusieurs tracts et articles de cette époque sous le titre « le combat pour l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés, à la fin des années 70 ». Pour plus de réflexion, voir aussi le N°3 de notre magazine Partisan, qui comporte tout un dossier sur la question et désormais intégralement en ligne sur notre site ocml-vp.org.

C. Oui, il y a plusieurs camarades qui m'ont approché à ce sujet. Voilà, moi je disais que peut-être il y aura aussi en France parce que les parlementaires en discutaient mais ils n'ont pas eu plus de voix. Après quand c'est pas passé au parlement, le découragement s'est tout de suite fait sentir, voilà.

L. Mais je crois que les parlementaires en France, ce qu'ils voulaient c'était une régularisation temporaire, le temps de passer le confinement et après basta ! C'est quand même des positions vachement hypocrites et pourries qu'ils défendaient. Ce n'est pas la régularisation sans condition !

A. Là il y a eu trois forts mouvements à la suite, ça fait longtemps qu'il n'y avait pas eu une telle émulation. Avec le Covid et le confinement, vous avez été très sollicités et vous vous êtes trouvés en première ligne, dans les livraisons et le nettoyage par exemple. Ça, ça peut être un facteur qui explique que vous vous êtes sentis plus indispensables, les Sans Papiers ont eu plus conscience de leur poids dans la société.

C. Moi ce que je pourrai dire, c'est qu'à un moment il y avait du découragement, parce que voilà, après 5 ans, 10 ans de lutte dans les différents collectifs, tous n'ont pas eu la chance d'être régularisés. Mais dernièrement, il y a eu des régularisations dans certains collectifs de Sans Papiers, je prends l'exemple des camarades de Chronopost ou Frichi, ceux qui

font la livraison. Quand dans les autres collectifs les gens ont su qu'ils avaient été régularisés, ils ont compris la nécessité de se mettre ensemble, voilà de lutter ensemble. De ne pas rester isolé. Moi je pense que ça explique un peu ça aussi.

L. Ce qui est sûr, c'est que vous, Sans Papiers, êtes les principales victimes de l'exploitation capitaliste et que le confinement a accentué et rendu encore plus visible cette surexploitation. A Schaeffer, vous êtes quasi la moitié à faire les livraisons mais personne n'a eu les papiers. Pourquoi certains sont régularisés et d'autres non selon toi ?

C. Bien, c'est toujours cette différence que les préfetures font. Ils vont régulariser les gens au cas par cas, ils vont demander des fiches de paye, tout ça. Ils trouvent toujours des lois pour ne pas régulariser les gens. En fait c'est ce côté qu'on comprend pas jusqu'à présent. Il y a un camarade qui posait la question : mais pourquoi ils ne nous régularisent pas tous, pour qu'on puisse payer des impôts, pour qu'on puisse travailler et être déclarés ? Il y a un autre qui répondait comme ça : bien, si on est tous régularisés et que les gens ils travaillent un temps et après ils se mettent au chômage pour toucher les allocs... C'est ce qui fait qu'ils ne veulent pas régulariser, tout ça. En fait c'est des questions qu'on se pose entre camarades, on réfléchit, on cherche à comprendre pourquoi le gouvernement ne veut pas régulariser les gens. Hormis le fait qu'on



nous laisse à la merci des patrons. Pourquoi ils ne prennent pas eux-mêmes l'initiative de régulariser les Sans Papiers au lieu qu'on nous fasse passer par des patrons, qu'on soit à leur merci? Pourquoi les patrons ils ne veulent pas donner des promesses pour faire un contrat, pour qu'on passe demander la carte de séjour à la préfecture?

L. Tu sais, les capitalistes, ça leur fait une réserve de main-d'œuvre qui les arrangent bien finalement. Tu imagines s'ils régularisaient tout le monde comme tu le dis, quel est l'intérêt pour eux? Là, ils peuvent choisir les gens qui les intéressent, c'est-à-dire par rapport à leur métier, et les mettre en concurrence aussi avec les autres travailleurs du pays. Tout est bénéf pour eux là-dedans ! Ils n'ont pas intérêt à régulariser tout le monde. Ils prennent, ils jettent. C'est pour ça qu'on utilise souvent la formule « on est de la chair à patrons ». C'est exactement ce que nous sommes pour eux, nous les prolos.

C. Ceux d'entre nous qui travaillent au noir ont bien compris ça! Pour en revenir au 17, moi ce que j'ai trouvé de positif la dernière fois c'est qu'il y avait un bon mélange. Il y avait des Arabes, des Afghans, des Asiatiques. Il y avait tout le monde. Mais par contre entre tous ces collectifs il y a quand même un petit racisme qu'il ne faut pas nier. Par exemple un Ivoirien qui va détester un Malien ou un Burkinabé, mais ça, ça remonte depuis le pays d'origine. Parce que voilà, dans les champs de café et de cacao, la plupart de ceux qui travaillent dans ces champs-là, pour les Ivoiriens, c'est des Burkinabés. De la même manière pour les Maliens, il y en a beaucoup qui vont immigrer en Côte d'Ivoire pour pouvoir se construire une maison au Mali, un peu comme nous qui venons en Europe. Donc ça fait que l'Ivoirien a tendance à se croire supérieur aux Burkinabés ou aux Maliens. Et même dans les discussions tu vas entendre des Africains subsahariens qui vont dire : on n'aime pas les Arabes parce qu'ils sont mauvais. Ça c'est pour la dernière vague qui est passée par la Tunisie, le Maroc ou la Libye, par rapport à ce qu'ils ont vécu sur place dans ces pays-là.

A. C'est intéressant ce que tu dis là, et c'est un frein à l'unité ça? C'est-à-dire, est-ce que les relations entre communautés dans les pays d'origine ont des conséquences négatives ici? Par exemple le fait que les Ivoiriens se sentent supérieurs aux Burkinabés ou aux Maliens...

C. Pas trop, mais ça joue un peu. Ce qui ressort c'est le côté un peu raciste de la chose. Parce

que voilà, ce qu'on voit le plus c'est le communautarisme, le repli des communautés sur elles. Après ce qui est bien à Schaeffer, c'est que nous très tôt on a dit aux camarades : ici c'est pas que des Ivoiriens, il y a tout le monde. Et même parmi les Ivoiriens, c'est pas que des ressortissants du nord, tu vas retrouver des Ivoiriens de toutes les ethnies ici. Même entre nous, il peut y avoir des propos racistes. Donc ça on a beaucoup travaillé dessus pour dire attention.

A. Dis-moi, dans le nord c'est plutôt les pro-Ouattara c'est ça?

C. Oui et au sud pro Gbagbo et pro Bédié, au sud c'est mélangé. En fait tous les nordistes n'étaient pas pro Ouattara, il y en a beaucoup qui étaient pour le PDCI de Bédié et même pour Laurent Gbagbo, le FPI. Mais après, tellement ils ont stigmatisé, ils ont rejeté les nordistes vers Ouattara, il y a certains qui se sont sentis obligés de suivre Ouattara rien que par leur patronyme. Dès que tu présentes ta carte d'identité tu es obligé de choisir un camp même si tu n'as rien à faire là-dedans, mais dès que tu dis ton nom, on dit : Ah oui c'est des gens de Ouattara!

L. Pour sortir de la situation à Schaeffer, dans le mouvement des Sans Papiers, est-ce que la situation politique dans le pays d'origine a des conséquences ici? Le fait que des courants politiques soient très liés à des régions particulières, est-ce que c'est aussi un frein à l'unité ici?

C. Ça dépend. Ici comme on se connaît déjà, ça fait que ça passe. Par contre, d'un collectif à un autre, ça va pas forcément passer. Par exemple, si on rencontre un collectif où la majorité sont Maliens et qui sont opposés à Ouattara, ça va pas toujours passer. Donc ça ne renforce pas l'unité dans ce cas.

L. Oui, c'est pas gagné, le combat va encore être long et difficile. Il faut arriver à l'unité pour faire plier le gouvernement, et il faut aussi se méfier de tous ces faux amis qui se veulent toujours très raisonnables et ne régulariser que celles et ceux qui ont un « bon » dossier. Au final, ce qu'ils font, c'est juste servir d'auxiliaire aux préfectures, et ils développent la division. Il y a pas mal de contradictions, et notre rôle, à nous les militants communistes, français ou immigrés, est de trouver comment les surmonter pour renforcer notre combat commun contre les exploiters impérialistes, ici ou au pays.

STOP A L'INTERVENTION FRANCAISE EN AFRIQUE

LVMH
BOUYGUES
CFAO BOLLORE
ERAMET
CREDIT AGRICOLE TOTAL
ALSTHOM BUREAU VERITAS
BNP PARIBAS LAFARGE
GAZ DE FRANCE MICHELIN
TECHNIP
ALCATEL
AIR-FRANCE-KLM
CMA-CGM
VEOLIA
ACCOR
VINCI



A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

CONTACT@OCML-VP.ORG | BP133 93213 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX |





ET APRÈS ?

**ON REDÉMARRE
LA MACHINE CAPITALISTE
À DÉTRUIRE LA PLANÈTE
ET À EXPLOITER
LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES**

**OU
ON CHANGE
DE SYSTÈME ?**

LE « MONDE D'APRÈS » OUI, MAIS LEQUEL ?

Quand le pays s'est arrêté en mars/avril dernier à l'occasion du premier confinement de la pandémie mondiale, il y a eu toutes les questions économiques, sociales, l'explosion en vol du système sanitaire, les craintes et les interrogations sur ce que nous étions en train de vivre, les morts et la misère.

Et puis, très vite, derrière l'urgence, le caractère absolument extra-ordinaire de la situation a fait surgir de multiples questions sur le « système » dans lequel nous vivions, et sur le monde d'après, à reconstruire après la pandémie. Nous nous le rappelons tous :

- Quelle doit être la place de la santé dans une société solidaire ?
- C'est quoi une production utile et une production inutile ?
- Les prolétaires au turbin quoiqu'il en coûte, les privilégiés au vert en télétravail
- La mondialisation économique, écologique et sanitaire
- Mais qui va payer au final ?
- Les experts et les contre-experts, on ne sait plus où est la vérité
- De plus en plus de contrôle et de répression, c'est quoi la vraie démocratie ?

Et ainsi de suite.

Il y a eu énormément de discussions, même les exploiters des entreprises et des ministères ont vacillé, et puis la routine a repris le dessus, les réformistes ont mis un mouchoir sur le débat avec leurs illusions sur un retour 75 ans en arrière, ou un capitalisme vert et à visage humain. Et les bourgeois ont repris les affaires en main.

Mais le débat est resté, et nombreux s'interrogent encore plus aujourd'hui sur le « système » et les moyens d'en sortir. Le débat ouvert largement par les Gilets Jaunes prend ainsi de l'ampleur, avec toutes les confusions inévitables, mais toute la richesse d'une vraie réflexion.

Nous, militants communistes de l'OCML Voie Prolétarienne avons voulu proposer notre petite contribution. Et nous, que voulons-nous ? C'est le sens de ce dossier. La santé d'après ? Un point de vue complètement décalé... Des questions réponses sur les points soulevés dans les discussions partout autour de nous. Ce qu'il faut penser des propositions réformistes, qu'il s'agisse du retour au programme du CNR ou de l'écologie radicale plus moderne.

Il n'y aura pas d'issue par la seule colère et la révolte, la plus radicale soient-elles. Il faut une critique radicale du capitalisme, une alternative, un programme communiste, un regroupement des prolétaires les plus conscients et les plus déterminés. C'est le sens de l'existence de notre organisation depuis l'origine, c'est le sens du magazine que nous publions, c'est le sens de notre activité.

À nos lecteurs donc : tirez profit de notre réflexion, mais venez contribuer à notre travail collectif, rejoignez-nous. Sans organisation d'avant-garde, pas de futur !

LA SANTÉ DU JOUR D'APRÈS

TAS DE SALOPARDS!
VOUS ALLEZ ME DIRE POURQUOI
VOUS ÊTES EN GRÈVE.
OUI OU MERDE!



ON VEUT FAIRE LA RÉVOLUTION.
rr rr rr rr rr rr rr rr

LA RÉVOLUTION! VOUS ÊTES FOUS!
LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT
NE MARCHERONT JAMAIS.



rr rr rr rr rr rr rr rr

WOLINSKI

La santé d'aujourd'hui, c'est la catastrophe que l'on a tous vue, et qui est au cœur de l'incapacité et des improvisations du gouvernement face à l'épidémie : le seul objectif, c'est d'éviter quoi qu'il en coûte que l'hôpital explose, alors même que les restructurations se sont poursuivies, qu'aucune leçon n'a été retenue depuis la première vague de mars-avril, et que le nombre de soignants a même diminué.

Le constat est connu, partagé largement par tout le monde, pas besoin d'être un ultra-gauchiste.

Déjà, avant, l'objectif du système de santé était de « maintenir en bon état » une main d'œuvre nécessaire à l'expansion capitaliste d'après-guerre. Depuis des décennies avec la crise, le capitalisme libéral s'est emparé du domaine de la santé, à tous les niveaux et d'abord au niveau gouvernemental avec les diverses lois de restructuration de l'hôpital public, la tarification à l'acte et la rentabilisation recherchée et avouée de tous les actes médicaux.

Les grands labos pharmaceutiques sont bien sûr à la fête, SANOFI un des leaders mondiaux en tête. C'est aussi la création à grande vitesse de nouveaux monopoles privés de la santé (Ramsay Générale de Santé, Clinea Orpea, Vivalto santé et autres) qui non seulement ont multiplié hôpitaux et cliniques privées, mais mettent la main sur la psychiatrie, les EHPAD, le social comme les crèches, les complémentaires santé etc. pour en faire des centres de profit. On n'a pas oublié que PSA investissait dans les EHPAD alors qu'en même temps il fermait l'usine d'Aulnay !

On assiste à un gigantesque jeu de Monopoly capitalistique qui se concentre à grande vitesse, au détriment de la santé des travailleurs, en privilégiant celles et ceux qui peuvent payer, jusqu'à faire venir une riche « clientèle » de l'étranger. On notera qu'il y a 48 médecins et autres soignants parmi les députés au parlement, une très forte présence après les cadres supérieurs et les enseignants, tout ceci n'est évidemment pas un hasard.

En résumé, une médecine qui ne nous soigne pas, mais nous répare dans une société capitaliste de plus en plus effrénée.

Voilà ce qui s'est passé ces dernières décennies, que nous avons payée cash durant la pandémie.

La réponse de tous les réformistes face à cette évolution semble frappée au coin du bon sens, et d'évidence :

« Non aux subventions pour l'hôpital privé alors qu'elles pourraient aller au public »

« De l'argent pour la santé, pas pour les financiers »

« Pour un pôle public de la santé contre le privé »

Jusqu'au retour aux « Jours heureux » de la Sécurité Sociale d'Ambroise Croizat, créée à la suite de la Résistance, par consensus entre gaullistes et communistes pour reconstruire la France capitaliste de l'après-guerre – et accessoirement garantir une main d'œuvre en bonne santé pour cette reconstruction.

Une des caractéristiques du réformisme, c'est de ne pas voir plus loin que le bout de son nez. De ne voir que l'apparence des choses, sans en comprendre l'essence, ce qui est pourtant un basique du matérialisme dialectique, du marxisme.

Qu'est-ce qui se cache donc derrière « l'apparence de la crise sanitaire » ?

Un manque de moyens financiers, une richesse mal répartie ? Ou autre chose de bien plus important, les rapports de classe imprégnés dans tous les aspects de la société.

Revenons, du point de vue du prolétariat, à la réalité de nos principaux problèmes de santé (comme rappelés dans le tract que nous avons diffusé en juin dernier et reproduit ci-après).

Alors pour réellement et considérablement améliorer la santé des prolétaires, commençons par

- Donner un travail à tous, en bouleversant les conditions de travail pour supprimer la pénibilité. Par exemple, interdiction du travail de nuit ou à la chaîne, suppression de la précarité. En diminuant fortement les horaires pour « Travailler tous, moins et autrement ».

- Bouleverser totalement le système productif pour supprimer radicalement toutes les saloperies toxiques qui nous empoisonnent jour après jour, au travail ou dans la vie quotidienne, mettre sous contrôle les industries nécessaires mais dangereuses.

- Donner un logement à tous, de qualité sonore et écologique, en rénovant les quartiers pourris. « Un logement pour tous », et de qualité !

- Payer correctement les prolétaires et leur donner les moyens (financiers, de temps, d'éducation) d'une alimentation saine et équilibrée. Et fermer tous les temples de la malbouffe.
- Simplifier radicalement la bureaucratie par la gestion directe pour supprimer tout ce temps gaspillé et le stress des confrontations à l'administration et à l'État.
- Développer une médecine gratuite au service des prolétaires et du peuple. Evidemment nationaliser les monopoles de la pharmacie, mais surtout redéfinir les priorités de recherche, de soins, de traitements. En finir avec la chirurgie esthétique de confort, par exemple. Fonctionnariser les médecins, et tous les soignants et les répartir équitablement sur le territoire comme pour l'éducation. Donner les moyens de la connaissance médicale pour les prolétaires et le peuple, face à la maladie grave ou aux traumatismes de la vie.
- Développer massivement le planning familial, l'éducation sexuelle, les divers moyens de contraception et restaurer un droit à l'avortement réel et simple.
- Insérer les anciens et les handicapés dans la société, au lieu de les stocker comme autant d'objets improductifs dont on s'occupe vaguement faute de pouvoir s'en débarrasser.

Et probablement d'autres pistes à réfléchir collectivement.

On conviendra sans difficultés qu'avec ces bouleversements, 80% des problèmes de santé des prolétaires (et des autres aussi, d'ailleurs) vont vite disparaître, et que le système de santé pourra se concentrer sur le reste.

On conviendra aussi qu'aucune de ces mesures, prise une à une, n'est réellement « révolutionnaire ».Voire même que certains réformistes en reprennent sans difficulté l'une ou l'autre.

Mais ce que nous proposons n'est pas un catalogue de revendications.

Nous proposons une autre vision du monde – et donc du système de santé. Un « monde d'après » où le profit, l'exploitation, la concurrence

mondialisée n'ont plus leur place. Où ce ne sont plus les bourgeois qui vont décider de ce qui est bon pour nous, mais nous, les prolétaires qui allons décider par nous-mêmes et selon NOS choix et priorités. Et en termes de santé, c'est particulièrement évident.

Le hic, car il y en a un, c'est que cela s'attaque frontalement aux règles du jeu du capitalisme mondialisé. Et que les bourgeois « ne voudront jamais »

Alors, il faudra une révolution, mettre ce système à bas, et construire « un monde d'après », un vrai. On en est encore loin, c'est évident, mais au fond, c'est la seule perspective réaliste et optimiste.

Dans l'immédiat, il faut mener les combats quotidiens bien sûr, refuser toutes les dégradations du système de santé, protéger notre santé et celle de nos enfants, défendre les soignants épuisés. Mais en ayant toujours en tête la société que nous voulons construire.

Et pour y voir clair dans la vase des illusions réformistes et réactionnaires, pour diriger correctement ces combats, il faut réfléchir, s'organiser collectivement, étudier. Il faut rompre avec l'isolement et l'individualisme, la croyance qu'on va y arriver par la simple addition des révoltes.

**Il faut s'organiser politiquement,
reconstruire un vrai parti communiste
– c'est notre tâche, rejoignez-nous!**





C'EST QUOI LA SANTÉ POUR LES OUVRIERS ET LES PROLETAIRES ?

- LA PÉNIBILITÉ ET LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL, LES ACCIDENTS ET LES INAPTITUDES
- LES LOGEMENTS TROP PETITS, DANS DES QUARTIERS POURRIS ET EXPOSÉS, DÉGRADÉS AVEC L'HUMIDITÉ, LES ASCENSEURS EN PANNE, LES MALADIES, LA FATIGUE.
- LA SURVIE ALIMENTAIRE, LA FAIM ET LES RESTAUS DU CŒUR, ET LA MALBOUFFE, LE DIABÈTE, L'OBÉSITÉ...
- LE STOCKAGE ET LE DÉPOUILLEMENT DES SENIORS DANS DES EHPAD SOUS ÉQUIPÉS ET EN MANQUE DE PERSONNEL.
- LE PLANNING FAMILIAL LIQUIDÉ, LE RECUIL DES DROITS À L'AVORTEMENT ET À LA CONTRACEPTION
- LE STRESS POUR TROUVER OU GARDER UN EMPLOI, FACE À LA BUREAUCRATIE ADMINISTRATIVE D'ETAT INACCESSIBLE ET INCOMPRÉHENSIBLE, FACE À LA PRESSION PERMANENTE ET AU RACISME DE LA POLICE.
- L'ACCÈS DIFFICILE AUX SOINS SPÉCIALISÉS, FAUTE DE CONNAISSANCES OU TROP CHERS, LES DENTS QUI POURRISSENT, LES HANDICAPÉS ABANDONNÉS, LES MALADIES QUI S'AGGRAVENT FAUTE DE TRAITEMENTS.

SOIGNANTS ÉPUIÉS = PATIENTS EN DANGER	L'HÔPITAL soigne son ARGENT.	NOUS soignons nos PATIENTS !
--	---------------------------------------	---------------------------------------



ET C'EST QUOI LA SANTÉ POUR LES BOURGEOIS ?

- UNE POMPE À FRIC POUR LES GRANDS MONOPOLES DE LA SANTÉ, COMME SANOFI, LES HÔPITAUX PRIVÉS, LES CHAÎNES D'EHPAD
- LES RESTRUCTURATIONS ET LA RENTABILITÉ DE TOUTE LA SANTÉ, LES SUPPRESSIONS DE POSTES, LES SALAIRES DE MISÈRE DES SOIGNANTS, LE STRESS, LA PÉNIBILITÉ, ET LA FOLIE DES HORAIRES SANS FIN.
- LA PRIORITÉ AUX TRAITEMENTS DE LUXE, OU HORS DE PRIX POUR LES PROFITS DES LABORATOIRES
- L'ABANDON DES VRAIS SOUCIS DES OUVRIERS ET DES PROLÉTAIRES, PAS RENTABLES ET REMPLAÇABLES COMME DES KLEENEX. LA SANTÉ N'EST PAS UN DOMAINE SÉPARÉ, CE N'EST QUE LA CONSÉQUENCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL.



CONTACT@OCML-VP.ORG

**LA SANTÉ N'EST QU'UN SECTEUR D'ACCUMULATION CAPITALISTE COMME LES AUTRES
IL FAUT D'AUTRES PRIORITÉS, C'EST LE SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER,**

IL FAUT EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

QUESTIONS AUTOUR DU



LE MONDE D'APRÈS : DES « JOURS HEUREUX », POUR QUI D'APRÈS VOUS ?

14

Sans espérer un changement révolutionnaire, on pouvait se dire que la crise sanitaire obligerait la bourgeoisie à faire quelques réformes positives, en faveur des travailleurs de la santé par exemple, ou même des premiers de corvée en général. Macron avait été jusqu'à déclarer que « la santé, ça n'a pas de prix », que les travailleurs de base sont des héros, que nous devons retrouver des « jours heureux » comme en 1945.

Mais c'était, comme les tirailleurs sénégalais ou algériens pendant la guerre, croire que la patrie leur serait reconnaissante ! C'était exprimer le profond désir de changement des prolétaires, mais oublier l'hypocrisie congénitale des politiciens bourgeois. Rappelons-nous Sarkozy en 2008, ce n'est pas si vieux.

Après la crise bancaire américaine des « subprimes », et la crise financière et économique mondiale qui s'ensuit, un plan de sauvetage des banques françaises est lancé. Le discours de Sarkozy à Toulon du 25 septembre 2008 paraît historique. Il déclare : « Au fond, c'est une certaine idée de la mondialisation qui

s'achève avec la fin du capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir ».

Les médias se font, comme à l'ordinaire, la caisse de résonance du pouvoir. L'heure est à la dénonciation des patrons voyous, des bonus mirifiques des traders, des parachutes dorés des grands directeurs, et le Président va jusqu'à annoncer la fin des paradis fiscaux.

En décembre 2008, un plan de relance de 26 milliards est donc annoncé, mais il va aux banques et aux entreprises, y compris les PME. Par contre, à la fin du quinquennat, il y aura 1 100 000 chômeurs de plus.

Au niveau mondial, le bilan est identique. Selon le classement 2010 du magazine Forbes, en un an le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1011 et leur patrimoine cumulé était en hausse de 50%. En un an... Pendant ce temps, le chômage poursuivait sa progression mondiale¹.

Non, le monde d'après ne sera pas légèrement rectifié suite au passage d'un mauvais virus. Il sera encore plus injuste, et ne sera détruit que par la révolte massive des victimes de ce capitalisme catastrophique.

.....
¹ Khigh Franck, Wealth Report 2010, Boston Consulting Group ; cite dans *La guerre sociale*, Ed. Le passager clandestin, p. 69.

ET RÉPONSES

« MONDE D'APRÈS »

2

C'EST QUOI, LES PRODUCTIONS ESSENTIELLES, ET LES NON ESSENTIELLES ?

Deux phrases de Charlie Hebdo ont fait le tour des réseaux sociaux :

« Notre économie s'effondre dès qu'elle cesse de vendre des trucs inutiles à des gens surendettés ». Et « les personnes les moins bien payées du pays sont les plus essentielles à son fonctionnement ».

Deux phrases, deux erreurs. Ce n'est pas, principalement, un problème de circulation du Capital – de vendre des trucs – mais de production, et de production **de profits**. Deuxièmement, ce n'est pas seulement un problème de répartition des richesses – des travailleurs moins bien payés, des surendettés – mais un problème **d'exploitation**. Reste une question pourtant : C'est quoi les « trucs inutiles », et les activités « essentielles » ? Pour le Capital, tout ce qui produit du profit est utile. Mais de notre point de vue, du point de vue des besoins humains ?

Michael Löwy, dans son livre « Qu'est-ce que l'écosocialisme ? »², pose la question et y répond ainsi : « Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction des besoins authentiques – l'eau, la nourriture, les vêtements et le logement –

mais aussi les services essentiels que sont la santé, l'éducation, la culture et le transport » (p. 59). On pourrait y ajouter la communication.

La plate-forme politique de VP pose la question « Quelle production ? » (cahier 3, page 22) et donne des contre-exemples : « Le capitalisme, c'est aussi des armes contre les peuples dominés, des produits pour les dictatures, des gaspillages éhontés... ». Evoquant au passage que le processus des productions est aujourd'hui une réalité mondialisée et structurée par l'impérialisme. Dans notre dernier numéro de Partisan Magazine (N°15) nous avons montré comment le développement de la Chimie touchait à l'ensemble de la société, au travail comme dans la vie quotidienne, la nature elle-même via la pollution, le réchauffement climatique et les déchets, en multipliant les toxiques de plus en plus dangereux pour l'homme et la planète.

Entre la production et la consommation se situe la publicité, dont la fonction est de créer des besoins artificiels. Supprimons-la, remplaçons-la par une « information fournie par les associations de consommateurs »², et les besoins réels pourront primer.

La crise de la Covid-19 a eu le mérite de montrer que la société pouvait, si on le décidait, fonctionner différemment. Que l'on avait le droit de s'interroger sur ce qui était utile et ce qui ne l'était pas.

.....
2 Édition Le Temps des Cerises 2020.



16 mars 2020, la CGT obtient la fermeture de l'usine Renault Sandouville pour danger grave et imminent et demande la fermeture des entreprises de la métallurgie « non essentielles à la nation »
• Crédit : Ouest-France

.....

D'autre part, face au confinement et au couvre-feu, des protestations ont exprimé un curieux besoin, celui de rencontrer des amis, des parents éloignés, celui de rencontrer des camarades de lutte, de manifester. Car la société n'a pas que pour horizon l'économie, la production de biens et la consommation. Les vraies richesses humaines sont le temps libre, les relations humaines, l'épanouissement personnel dans la solidarité collective.

3

COMMENT N'A-T-ON RIEN PU PRÉVOIR? COMMENT DU COUP PRÉVOIR LE « JOUR D'APRÈS »?

Le capitalisme est absolument aveugle sur le long terme, ne peut voir que le court-terme. D'autant que la concurrence entre puissances impérialistes est de plus en plus vive et s'accélère (voir Partisan Magazine N° 14 sur l'évolution de

la mondialisation). Alors, les très grandes puissances (USA, Chine...) peuvent avoir une marge de manœuvre, les puissances intermédiaires comme la France font ce qu'elles peuvent et courent derrière les événements.

On a donc restructuré massivement le secteur de la santé et de l'hôpital, on a fermé des milliers de lits, on a précarisé le personnel, on a liquidé la production de médicaments essentiels, on a privatisé et rentabilisé les actes pour des raisons financières et concurrentielles. Et ça continue : depuis la première vague de mars/avril, les fermetures de lits et réductions d'effectifs ont continué.

Qu'importe que les réductions de budget de la santé soient dérisoires au regard des milliards qu'il faut ensuite déverser sur toute l'économie pour maintenir à flots le système, et que le système de santé n'est désormais même plus capable de protéger le système de production capitaliste! Une autre société met la protection sanitaire du travailleur au premier plan – voir un autre article de ce dossier à ce propos.



En pleine épidémie de Covid, les suppressions de lits et de postes se poursuivent dans 13 hôpitaux. Tranquille...
 • carte élaborée par Bastamag.net

Qu'importent les conditions de vie, de travail, de logement, d'alimentation des prolétaires qui font exploser les facteurs de santé aggravants, comme l'obésité, le diabète, les risques cardio-vasculaires. Aujourd'hui, 90% (oui, 90%, chiffre de Santé Publique France) des décès du virus chez les moins de 65 ans sont en fait liés à ces causes sociales non traitées et à l'affaiblissement qu'elles entraînent. 20% des décès du virus seraient aussi liés aux effets de la pollution atmosphérique et de l'environnement, selon une étude allemande appuyée sur des données épidémiologiques chinoises, états-uniennes et italiennes... (Politis du 05/11).

La politique du capitalisme, c'est l'immédiat, le court terme, c'est la politique de la « protection immédiate », jamais de la prévention lourde.

C'est comme les EPI!

Les gestes barrières et le respect du confinement nous placent devant la même contradiction que les EPI, équipements de protection

individuelle au boulot. Gants, casques, chaussures de sécurité, lunettes, ...masques. C'est chiant, mais les délégués se battent pour que ce soit respecté. Il en va de la santé de chacun et de celle des autres ! Pourtant les militants et les ouvriers conscients sont aussi contre ! Dans la mesure où ces contraintes reportent les efforts et les responsabilités sur ceux qui sont au bas de l'échelle, alors qu'il faudrait commencer par traiter les problèmes à la source. Il est plus facile, et surtout moins coûteux, de fournir un masque au travailleur que d'installer un puissant système d'aspiration qui capte la poussière au cœur de la machine. Il est plus facile d'imposer à tous des gestes barrières que de s'attaquer aux causes de l'apparition de nouveaux virus...

Alors imaginer la bourgeoisie, dans les entreprises ou les ministères, en train de rêver à un monde d'après, c'est juste une belle blague – d'ailleurs quand on voit l'improvisation et les contradictions des mesures successives au fil des semaines, ça calme !

4

LA COVID A SURLIGNÉ LES INJUSTICES ET LES INÉGALITÉS

« Les personnes les moins bien payées du pays sont les plus essentielles à son fonctionnement ».

Retour sur la formule. On a parlé des éboueurs, aide-soignant.e.s et infirmière.e.s, enseignant.e.s, femmes de ménage, routiers, caissières, on a moins parlé des ouvrier.e.s qui continuent à produire avec tous les risques sanitaires sur les chaînes et les machines pour maintenir l'extraction du profit. Tous ces ouvriers, prolétaires et petits employés et techniciens qui font en fait tourner la machine capitaliste au profit des bourgeois, avec l'aide des fractions supérieures de la petite-bourgeoisie salariée (cadres, communicants, journalistes, experts en tous genres etc.) partis au vert en télétravail.

Le virus a rappelé cette vérité essentielle : le capitalisme est une société de classes où deux mondes s'affrontent, l'un qui exploite l'autre. La bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre, et avec entre deux toutes les couches intermédiaires hésitantes.

Le jour d'avant était celui des bourgeois, le jour d'après sera un jour d'après quand il sera celui des prolétaires!

5

MAIS D'OÙ SORTENT TOUS CES MILLIARDS ?

Il y a de quoi s'interroger. Macron, le 26 octobre 2017 en Guyane, affirmait : « Je ne suis pas le Père Noël ! Le Père Noël est de gauche, il distribue tout gratis ! ». Aux travailleurs de la santé, c'était : « Je n'ai pas d'argent magique ». Et maintenant, les milliards pleuvent par dizaines, et au niveau européen par centaines. On devine bien qu'il est tout de même le Père Noël de certains, ses complices les capitalistes ; et on devine aussi qui va rembourser ces milliards dans les années qui viennent, par son travail, par ses impôts, comme la TVA et la CSG.

Reste une question : d'où sortent-ils tous ces milliards ? En réalité, la « planche à billets » de

l'ère informatique a la forme d'une ligne de crédit dans un plan comptable. Quand une banque, y compris la BCE, la banque centrale européenne, accorde un crédit, elle crée de la monnaie. Mais la monnaie n'est rien si elle n'entre pas dans la machine du Capital, si elle n'embauche pas des ouvriers pour créer de la valeur d'usage, et du profit, et si elle ne trouve pas de clients pour réaliser ce profit. En bout de chaîne, ce sont des prêts bancaires à rembourser, ou le krach généralisé. C'est donc un immense pari, qui va inévitablement un jour à la catastrophe.

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? D'un côté, en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. » (Le Manifeste du parti communiste, ch. I).

En présentant le projet de loi de finances pour 2021, Bruno Le Maire a répondu à la question du remboursement de cette dette colossale : « Par la croissance. Mais aussi par le maintien de finances publiques saines. Et en poursuivant des réformes structurelles comme celle des retraites ou d'Action Logement ». Autrement dit, en surexploitant la planète et les travailleurs.

Pour résoudre leur crise économique, ils nous préparent des crises sociales et politiques « plus générales et plus puissantes ». La seule manière de s'en sortir, c'est que ces crises les « dégagent » tous, et changent complètement les règles du jeu, à la manière bolchevique : annulation de toutes ces dettes qui ne sont que des promesses de futures exploitations. Inutile de dire que ça ne se fera pas en douceur, avec le simple vote d'une VIe Constitution, ou une belle grève générale.

6

CE N'EST TOUT DE MÊME PAS LE VIRUS QUI LICENCIE ?

Evidemment non. La première évidence, c'est les choix bien clairs du gouvernement : maintenir à tout prix l'économie capitaliste à flots, et c'est encore plus net dans ce deuxième confinement.



27 juillet 2020, la présidente de l'UE et le président du Conseil européen se félicitent de l'adoption d'un plan de relance de 750 milliards d'euros

• Crédit : Stephanie Lecocq/Pool via REUTERS

.....

L'industrie tourne à fond, comme le BTP, comme les banques et les administrations, comme les transports, les seules difficultés tournent autour du commerce. Les écoles, les collèges et les lycées restent ouverts, uniquement pour permettre aux parents de produire encore et toujours, sans les difficultés du premier confinement d'avril. Quoiqu'il en coûte pour la pandémie, même si le nombre de contaminés explose au travail ou dans les lycées. Même si les travailleurs sont en chômage partiel. L'école n'est que la garderie des enfants, l'entreprise la garderie des travailleurs.

Et la polémique autour de l'ouverture des commerces n'est qu'une vulgaire affaire de fric à l'approche des fêtes de Noël, sans aucun souci ou préoccupation pour les travailleurs de ces secteurs, surexposés.

C'est désormais une certitude. La crise actuelle va faire basculer des centaines de milliers de personnes dans la pauvreté. Les sans-abris se multiplient, les Restos du Cœur sont débordés, les étudiants basculent dans la grande pauvreté.

Des centaines d'entreprises licencient, et ce n'est que le début, avec toutes les formes imaginables de renforcement de l'exploitation : fermeture, rupture conventionnelle collective, PSE, plan de départs volontaires, reprise, accords de performance collective (!!), avec même des sophistications perverses : vous avez le droit de « choisir » entre PSE ou APC, lol...

Le plan de financement de la sécurité sociale prévoit la poursuite des économies dans le secteur hospitalier, il n'est pas question de relever le RSA, la réforme de l'assurance chômage n'est que reportée au 1^{er} avril, la réforme des retraites vient de passer subrepticement au détour d'un amendement nocturne.

Et pour toutes celles et ceux qui ont encore un emploi, il va falloir travailler plus pour sauver le soldat patronal et financier, rembourser les milliards.

La crise sanitaire n'est qu'une nouvelle crise capitaliste après les précédentes et avant les suivantes, avec les mêmes enjeux, le maintien de la profitabilité des monopoles dans la guerre économique impérialiste et mondialisée.

LIRE

DE VIRUS ILLUSTRIBUS

CRISE DU CORONAVIRUS ET ÉPUISEMENT STRUCTUREL DU CAPITALISME

Anselme Jappe et al., Ed. Crise et Critique, 204 pages, 12€.

En 7 petits chapitres, ce livre nous fournit à la fois un tableau mondial de l'interaction entre crise du Corona et crise du Capital, et un bel exemple des grandeurs et limites du groupe Krisis. Groupe international d'intellectuels, fondé en 1986 par des Allemands et des Autrichiens, il s'est scindé en 2004, « Exit » d'un côté, et de l'autre « Critique de la valeur-dissociation », les auteurs de ce livre.

Le premier chapitre nous donne l'impression de lire du Tom Thomas. « Ce qui asphyxie le capitalisme est la diminution absolue du travail vivant impliqué dans le processus de production immédiat et la chute en conséquence de la masse de survaleur sociale » (p. 23). Et voici les notions de Capital automate, de « société autodestructrice » (p. 24), de « multiplication du capital fictif » (p. 25)... « Ces milliards « viennent du futur », a résumé Esther Duflo le 7 avril » (p. 30). Et « le spectre du krach financier mondial de 2007-2008 hante partout toutes les têtes, car les conditions qui en étaient les causes, loin de disparaître, n'ont cessé de s'élargir monstrueusement ».

Dans les chapitres suivants, la description de l'imbrication des deux crises, sanitaire et économique, est remarquable par sa largeur internationale, sa documentation fournie, et son éclairage théorique. Tout en énumérant les alertes pandémiques récentes, les crises financières successives, les mécanismes inégalitaires impérialistes, les réactions politiques diverses, nos auteurs soulignent la nouveauté des événements du printemps 2020, et posent des questions passionnantes, telle celle du chapitre III :

« Pourquoi ce retour en force de l'État? Comment les États ont-ils pu réaliser en quelques jours la mise à genoux du procès de valorisation de la valeur porté par des millions d'entreprises sur la planète? Comment tout à coup, les États ont-ils paru reprendre les slogans du premier gauchiste venu, « nos vies valent plus que leurs profits », « blocage de l'économie »? » (p. 66).

Au passage, vous avez droit à une critique de la « critique tronquée » des décroissants (p. 169). Ces derniers s'en tiennent en effet à la question des ressources limitées de la planète, mais ignorent les ressorts internes de la machine automate qui dévore ces ressources.

Puis, c'est la démonstration de l'utilité de la notion de dissociation (p. 147 et suivantes). Roswitha Scholz a joué un rôle clé dans l'introduction de cette notion au sein du groupe Krisis, jusqu'à provoquer sa scission de 2004. Elle explique (citée p. 148) :

« Au cœur de la théorie de la dissociation, il y a l'idée qu'un certain nombre d'activités de reproduction définies comme féminines, mais aussi d'attitudes correspondantes (la sollicitude par exemple) et de qualités dévalorisées (la sensibilité, l'émotivité, etc.), se voient, précisément, dissociées de la valeur et de sa substance, le travail abstrait, et attribuées aux femmes ». Cette dissociation rend le capitalisme et le patriarcat indissociables!

Grandeurs et limites... Venons-en aux limites. Le dernier chapitre, intitulé « L'État et l'économie vont-ils lâcher leur proie? », évoque les « mouvements sociaux des deux dernières décennies », les altermondialistes, les ZAD, les Gilets jaunes, les « soulèvements qui ont éclaté en 2019 » dans une douzaine de pays, les « mouvements climatiques », pour en conclure que « le terrain social est propice à l'irruption d'un soulèvement global incontrôlable » (p. 188). « Les États semblent restaurés d'un coup dans leur splendeur avec tous leurs attributs... mais dans le même temps, la crise du Covid-19 est celle du procès des États incapables d'anticiper » (pp. 188-189). Conclusion : le problème est celui de « l'absence d'une théorie élaborée de la crise » (p. 188), et « il reste indispensable de mener la critique » (p. 198).

Mais le communisme est-il seulement une théorie, une critique, des idées? Grandeur et limites, par conséquent. Apports théoriques, et misère politique et organisationnelle. Absolument passionnant, et politiquement décevant.

7

LA PANDÉMIE, UN PETIT PROTOTYPE DE LA GRANDE CRISE ÉCOLOGIQUE ?

Avec le premier confinement en mars, la pollution urbaine s'effondre en quelques jours. Donc on peut vraiment agir sur le climat, et ne pas se contenter de se lamenter sur les milliers d'années nécessaires pour résorber le CO2 déjà présent dans l'atmosphère. Pour les bourgeois, « les dégâts collatéraux du progrès » sont inéluctables – et bien la preuve est faite que non.

Il suffit de changer de mode de production, donc le pouvoir économique et politique, de mettre les prolétaires aux manettes avec comme premier souci la satisfaction de leurs besoins, avec comme deuxième souci la protection de la nature et la suppression de tous les gaspillages prédateurs dans tous les domaines.

La pandémie a donc un rapport avec l'écologie. Mieux : la manière dont la pandémie est gérée est un peu le prototype de celle dont la catastrophe écologique est et sera prise en compte ?

L'origine de la Covid-19 semble se trouver dans un rapport prédateur à la nature. Mais surtout, la politique de la classe dominante est la même : sauver le capitalisme en relançant la croissance, déverser des milliards aux capitalistes et annoncer aux travailleurs qu'il va falloir travailler plus, écouter les scientifiques non pour tenir compte de la réalité mais pour ruser au mieux avec la dose de morts inévitables, profiter de la dangerosité de la situation pour diminuer les libertés et renforcer les contrôles...

Le pouvoir insupportable et de plus en plus dangereux de la bourgeoisie ne s'écroulera pas de lui-même sous le poids de ses contradictions, il n'a de limite que la révolte de ses victimes.

Les crises écologiques et sanitaires capitalistes actuelles sont l'illustration de la manière dont le capitalisme nous traite. En attendant la future crise numérique catastrophique (imaginez un virus mondial – encore un – cette fois informatique...), ou le futur éclatement de l'énorme bulle financière ?

VIRUS ET BACTÉRIES : C'EST LA VIE !

Les bactéries sont des cellules uniques et sans noyau, environ 50 fois plus fines qu'un cheveu. Elles sont partout, en particulier, par exemple, dans notre microbiote intestinal.

Les virus sont 1 000 fois plus fin qu'un cheveu, et composés seulement d'un brin de matériel génétique entouré d'une capsule graisseuse. C'est pourquoi du savon ou du gel hydroalcoolique sont nécessaires pour les éliminer. Les virus vivent en parasites des cellules mais ne sont pas des cellules eux-mêmes, c'est pourquoi ils ne sont pas éliminés par des antibiotiques.

Selon le chercheur Clément Gilbert, « le corps d'un homme adulte sain abrite plus de trois mille milliards de virus » (wikipedia). Le problème n'est pas dans la présence de ces virus ou ces microbes en général, mais dans les échanges que nous entretenons avec notre environnement.

21

8

SOMMES-NOUS CONTRE LA MONDIALISATION ?

L'étymologie indique qu'une épidémie est « sur le peuple » (épi-démios) et qu'une pandémie concerne tous les peuples (pan-démios).

Cette pandémie de Covid est un pas de plus dans l'internationalisme obligé. Le virus, comme la pollution, comme le nuage de Tchernobyl, ne connaît pas les frontières. La pandémie a mis en évidence deux évidences contradictoires. D'un côté, il est aberrant de griller des tonnes de fuel lourd très polluant pour acheminer de l'autre bout du monde des produits qu'on peut produire ou cultiver sur place (des masques, des médicaments...). De l'autre, il est aberrant de vouloir fermer les frontières à l'heure des satellites et du réchauffement climatique.

Après le virus, la concurrence est encore plus féroce, la guerre économique mondialisée reprend de plus belle, partout dans le monde les monopoles restructurent et licencient.

A bas le système capitaliste-impérialiste !



FERMETURE !



2500 EMPLOIS



22 000 EMPLOIS



15 000 EMPLOIS



3000 EMPLOIS



9000 EMPLOIS



1700 EMPLOIS



700 EMPLOIS



13 000 EMPLOIS



1300 EMPLOIS



16 000 EMPLOIS



3000 EMPLOIS



**5 MILLIARDS D'AIDES
15 000 EMPLOIS**



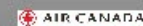
3000 EMPLOIS



600 EMPLOIS



**7 MILLIARDS D'AIDES
10 000 EMPLOIS**



20 000 EMPLOIS



10 000 EMPLOIS



5000 EMPLOIS



4500 EMPLOIS



35 000 EMPLOIS

**Non aux licenciements !
Travailler tous, moins et autrement !**



Mais on ne parle aujourd'hui clairement de pandémie que lorsque sont touchés les pays impérialistes, ceux de la triade USA-Europe-Chine. Ce sont les routes commerciales du XXI^e siècle qui ont déterminé la trajectoire de la maladie. Lorsqu'un virus ne concerne que des pays dominés, ainsi l'Afrique avec le virus Ebola, les médias dominants sont beaucoup moins bavards sinon carrément muets.

L'Afrique a proportionnellement moins de malades de la Covid et de décès que les autres continents, peut-être parce que la population est plus jeune, qu'il y a moins d'obésité, de diabète et de cholestérol. Mais les immigrés en France sont plus contaminés, ils sont plus âgés, mais surtout ils ont les plus mauvaises conditions de travail, de logement, de nourriture.

Faut-il rapatrier l'industrie, faut-il démondialiser, faut-il renforcer les frontières ?

Il est vrai que le principe de subsidiarité est juste. Pourquoi importer des haricots verts d'Afrique et des médicaments de Chine, sinon parce que les ouvriers y sont surexploités et soumis à des dictatures. Ce n'est que pollution pour la planète, esclavage pour les travailleurs, et profits pour le Capital. Ce qui peut être décidé, fabriqué, résolu localement n'a pas à être décidé, fabriqué, résolu à des centaines ou des milliers de kilomètres. Seuls les grands problèmes et les productions spéciales doivent être centralisées. C'est le principe de subsidiarité, de fédéralisme, de centralisme démocratique.

Mais la supériorité de la base n'a rien à voir avec le nationalisme borné et le racisme. Le confinement a montré une chose, c'est que la fermeture des frontières était liée à une catastrophe...

La bourgeoisie, comme les réformistes « patriotes » veulent que nous restions passivement enlisés dans le protectionnisme, le nationalisme, le culte de sa belle République; et, ce qui n'est pas opposé mais en découle naturellement, l'acceptation de l'ordre impérialiste mondial, dans la mesure où « notre nation » est gagnante. Voyez la foire d'empoigne sur les vaccins : un affrontement entre des bandes rivales de trafiquants ! Ah, si la France pouvait gagner !

Et bien non, nous sommes contre la mondialisation (impérialiste) et pour l'internationalisme (prolétarien).

9

LA PREUVE QU'UNE BONNE SOLUTION EST POSSIBLE NE SE TROUVE-T-ELLE PAS EN 1945 ?

Tous les réformistes nous chantent « les jours heureux » de la libération et du programme du Conseil National de la Résistance. Mais c'était il y a 75 ans, et tout a changé. Economiquement la France impérialiste de 1945 n'a juste rien à voir avec celle d'aujourd'hui. Socialement, les classes sociales ont complètement changé avec la quasi disparition de la paysannerie, la forte diminution de la classe ouvrière et l'explosion de la petite-bourgeoisie salariée. Et donc politiquement bien sûr rien n'est pareil, le compromis historique entre gaullistes et communistes n'est plus qu'un souvenir d'archives – et c'est une bonne chose. Quant à la situation mondiale, la guerre économique mondialisée s'est imposée partout avec férocité avec ses vagues de restructurations qui s'enchaînent comme des perles sur un collier.

Ce qui n'a pas changé depuis 75 ans, c'est le réformisme crasse des politiciens qui se disent de gauche (dont bien sûr le PC) et qui prêchent une humanisation du capitalisme, fondé sur les nationalisations, les services publics et une meilleure répartition des richesses – mais toujours l'exploitation et le silence radio sur la concurrence mondialisée et la recherche du profit.

Le jour d'après ne sera pas celui d'il y a 75 ans. Pour une double raison : parce que le monde a totalement changé bien sûr, et parce que l'illusion réformiste d'alors (bourgeois et prolétaires main dans la main pour reconstruire la France détruite par la guerre) a encore moins de sens aujourd'hui.

10

LE NOUVEAU RÉFORMISME A-T-IL VRAIMENT UNE VISION DU MONDE D'APRÈS ?

Evidemment, la crise sanitaire doublée de la crise écologique rend absolument illusoires toutes les solutions réformistes traditionnelles, mode CNR

ou « nationalisations + services publics + meilleure répartition des richesses ». Et de plus en plus de travailleurs s'en rendent compte d'ailleurs, ce qui explique la crise politique majeure de la gauche réformatrice du capitalisme à visage humain (voir déjà la préparation des présidentielles de 2022, la candidature de Mélenchon, les divisions PC – PS – Verts – FI, tout cela est pathétique). Donc on cherche, on discute, on envisage de nouvelles perspectives dans le cadre d'une sorte de « green réformisme »...

Les syndicats ont lancé l'affaire en mars 2019 avec le « pacte de pouvoir de vivre » de la CFDT, l'UNSA et la CFTC, alliés à une vingtaine de grosses associations (Fondation Abbé-Pierre, ATD Quart Monde, Fondation Nicolas-Hulot ou encore le Secours catholique). Elles sont aujourd'hui plus de cinquante. Autant dire la version ultra-réformatrice et laïque de la charité religieuse.

La CGT, Solidaires et la FSU ont embrayé en mai 2020 avec un « plan de sortie de crise », aux côtés d'autres ONG comme Attac, OXFAM, Greenpeace, les Amis de la Terre, Alternatiba ou la Confédération paysanne. Une version plus revendicative mais tout aussi réformatrice d'un capitalisme réformé. Et l'avancée sur ce terrain fait évidemment surgir toutes les contradictions internes, telles celles sur le nucléaire dans la CGT...



**On devine déjà la réponse,
une forme de capitalisme vert
et solidaire...**

.....

Au plan politique, la FI est en avance avec son programme écolo-social, bien silencieux néanmoins sur les enjeux économiques et la rupture avec le mode de production capitaliste – car c'est de cela qu'il s'agit. Ce qu'a compris quand même le PCF qui s'interroge désormais sur « quel mode de production au XXI^e siècle », en tentant avec désespoir de trouver une réforme du capitalisme acceptable dans le cadre de la guerre économique mondialisée.

Mais autant faire en sorte qu'un rapace ou un fauve devienne végétarien. Toutes ces tentatives sont vouées à se fracasser sur la dure réalité de la concurrence, du taux de profit, du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie capitaliste impérialiste. Souvenez-vous de Tsipras en Grèce...



FAUT-IL SUIVRE LES EXPERTS OU S'EN MÉFIER ?

Dans cette période confuse, vrais et faux experts en tous genres se succèdent dans tous les médias, pour nous expliquer la « vraie vérité ». Qui change d'ailleurs d'un jour à l'autre, à tel point qu'on ne sait plus à quel expert.e se vouer, et la tentation est forte de défendre telle ou telle thèse, tel ou tel point de vue, qui conforte le mieux ce que nous pensions au départ. Cette démarche n'a rien de matérialiste, il faut s'en méfier... comme de la peste – c'est d'ailleurs le point de départ de tous les complotistes.

Le capitalisme est de plus en plus complexe, avec un développement fantastique des forces productives lié à des avancées scientifiques nombreuses et de plus en plus sophistiquées. Cela entraîne la concentration du savoir et des connaissances chez des experts de plus en plus nombreux, de plus en plus spécialisés. Et nous, pauvres prolétaires, on n'y comprend pas grand-chose, on a du mal à suivre.

Alors, faut-il se méfier des experts? Oui. Ne jamais oublier qu'ils sont formés dans la société telle qu'elle est, et que leurs connaissances scientifiques, leur « expertise » n'est jamais neutre. On connaît le rôle néfaste des médecins du travail, des experts juridiques, des journalistes spécialisés etc. qui nous



LA PRÉVISION DE D. RAOULT LE 21 JANVIER 2020

« **Que des gens soient morts de coronavirus en Chine, vous savez, je ne me sens pas tellement concerné.** [...] Le monde est devenu complètement fou [...] il se passe un truc où il y a **3 Chinois qui meurent et ça fait une alerte mondiale,** l'OMS s'en mêle, ça passe à la radio, à la télévision. [...] Il n'y a plus aucune lucidité. À chaque fois qu'il y a une maladie dans le monde on se demande si en France on va avoir la même chose. Ça devient complètement délirant. Je ne sais pas, **les gens n'ont pas de quoi s'occuper, alors ils vont chercher en Chine de quoi avoir peur [...]** Voilà, ce n'est pas sérieux. »

Didier Raoult,

Le 21 janvier 2020, Chaîne Youtube de l'IHU IM

Didier Raoult, faux expert antisystème mais véritable patron capitaliste engagé à fond dans la concurrence mondialisée entre labos de recherche.

.....

enfument et qui ont comme seule fonction d'empêcher toute remise en cause des fondements du système. En plus, les monopoles s'entourent depuis longtemps d'une armée d'experts lobbyistes pour nous faire accepter leurs choix, le meilleur exemple étant celui de Monsanto.

Donc pas de confiance a priori. Mais il faut comprendre, et c'est de plus en plus important pour être rigoureux dans notre critique du capitalisme. Cela passe par le collectif organisé, « tous experts », par la mise en commun de nos connaissances réciproques. C'est le collectif ouvrier qui connaît le mieux les questions de pénibilité. Les collectifs de victimes, à Lubrizol ou Buren qui connaissent le mieux les méfaits des toxiques chimiques ou des déchets nucléaires. Les collectifs de malades qui connaissent le mieux leur maladie et les méfaits de l'industrie pharmaceutique. Et quand ces collectifs existent, ils peuvent alors s'associer sous leur contrôle certain.e.s expert.e.s dont les compétences vont les aider à approfondir leur point de vue et leur critique de la société. A ce moment, on peut trouver ces scientifiques prêts à travailler sous direction des organisations de prolétaires.

Pour détruire le capitalisme, imaginer et construire la société de demain, c'est la force collective et réfléchie des prolétaires organisés qui comptera, aidés des intellectuels scientifiques prêts à mettre leurs connaissances à leur service.

12

LE GOUVERNEMENT JOUE SUR LA PEUR POUR MIEUX NOUS RÉPRIMER ?

Produire, produire et produire, vendre et maintenir le profit. C'est ça le moteur du gouvernement, doublé d'un aveuglement et d'une improvisation remarquables. Les mesures s'enchaînent sans aucun sens (les masques, les tests...), et le climat général est très stressant. Et le gouvernement craint comme la peste les mouvements sociaux, qu'il s'agisse d'un retour des Gilets Jaunes, de la révolte des banlieues (autour d'Adama Traoré par exemple), de la mobilisation des sans-papiers, très actifs comme on l'a vu les 30 mai, 20 juin et 17 octobre, ou de la reprise d'une mobilisation syndicale.

Alors il y a la répression, encore très forte contre les militants du mouvement sur les retraites, ou sur les Gilets Jaunes. La peur est aussi très efficace pour écraser les velléités de révolte. Non pas que ce soit particulièrement une tactique délibérée et calculée du gouvernement, on n'est pas dans le complot. Par contre, le gouvernement sait très bien surfer

sur la peur de l'épidémie, de la crise économique qui va s'aggraver, qu'il sait très bien l'entretenir à coup de statistiques inquiétantes et d'experts anxio-gènes.

Cependant, contrairement à ce qu'affirment beaucoup de militants, **on n'assiste pas un « tournant » liberticide**. Ce n'est que **la poursuite de la vieille tendance à la réaction**, qui produit chaque année une nouvelle loi répressive quasiment depuis les années 1970. Ce n'est que la tendance de l'aggravation de la crise économique, politique, sociale, et désormais sanitaire et écologique qui provoque révoltes et éclatement du consensus capitaliste, et donc nécessité de protection pour la bourgeoisie. La loi de « Sécurité globale » de Darmanin n'est que la continuation de la loi de modernisation de la police nationale de Joxe (PS) en 1985, ou du massacre des manifestants algériens du 17 octobre 1961.

L'idée, en tant qu'idée, que la pandémie puisse être une menace permanente, n'est pas vraiment déplaisante pour la bourgeoisie. Un mélange de guerre économique contre la concurrence internationale, de guerre sanitaire diverse et préventive, de guerre sécuritaire contre le terrorisme et la délinquance, est aussi une aubaine pour notre classe dominante. Pour détourner les travailleurs de leurs luttes, pour unifier « une nation de citoyens solidaires » (Macron).

Dans l'histoire, la liste est longue des gouvernements bourgeois qui ont déclenché une guerre au sens propre, une guerre militaire, pour tenter de consolider leur hégémonie contestée : Napoléon III en 1870, les généraux argentins en 1982 (guerre des Malouines), Bachar El-Assad libérant des centaines de prisonniers djihadistes en 2011, Bush en Irak, Sarkozy en Libye...

Si nous voulons avancer vers le monde d'après, il faut rompre avec cette peur qu'on veut nous imposer, et cela passe par l'organisation collective. Serrer les rangs, se regrouper, réfléchir et agir collectivement. Construire un projet, mener des batailles pour le faire connaître et avancer. « La peur n'évite pas le danger » rappelle le proverbe populaire. Alors, sortons de l'individualisme et du repli apeuré, et affrontons la crise en cours et le gouvernement capitaliste qui la gère !

L'ATTITUDE DES PUISSANTS FACE AU VIRUS, CE SERAIT UN GRAND COMLOT ?

C'est très à la mode, quand on est perdu et qu'on ne comprend pas bien, d'inventer un grand complot. C'est aussi facile et réconfortant d'avoir l'illusion de comprendre, même si cela réduit à l'impuissance.

Nous n'allons pas faire ici le tour de la question, d'autres l'ont fait avant nous, et nous renvoyons sans hésitations à l'excellent article collectif paru le 17 novembre « Hold-up sur l'anticapitalisme » (<https://cdarmangeat.blogspot.com/2020/11/hold-up-sur-lanticapitalisme.html>) qui fait le point sur toutes les théories du complot autour du virus, de Raoult au film Hold-up.

Nous voulons insister ici sur la conclusion : « Le succès de Hold-up est lié à notre faiblesse : absence de critique scientifique du capitalisme et de ses crises (notamment sanitaire), et absence d'une réponse politique apportée à cette crise. Pire, une partie de la gauche a parfois alimenté ces logiques complotistes, soit directement (OGMs, pesticides, vaccins), soit indirectement ».

Nous partageons le diagnostic, nous en partageons l'essentiel. Critique scientifique et réponse politique sont exactement ce qui nous guide, à notre modeste échelle, et c'est ce que nous tentons de faire par exemple au travers de ce magazine.

Simplement, nous ne pensons pas qu'il suffise « au final », de « faire confiance au consensus qui se dégage progressivement au sein de la communauté scientifique ». Cette communauté est traversée par la lutte des classes, aujourd'hui dominée par la classe dominante, bridée en amont dans son financement et ses objectifs, en aval dans ses publications et ses mises en œuvre et idéologiquement par la division entre travail et travail intellectuel dont les scientifiques sont les experts ultimes. Nous voudrions rajouter un aspect, qui n'est pas pris en compte par les rédacteurs de cette critique. Il n'y aura pas de politique anticapitaliste, pas de réflexion scientifique, pas de réponse et de projet, s'il n'y a pas un parti communiste pour les élaborer et les mettre en œuvre. La période est malheureusement marquée

par le refus maladif de toute forme organisée et partidaire (Gilets Jaunes, anarchosyndicalisme...), mais il faut le répéter : seule la construction d'un parti – et aujourd'hui d'une organisation communiste peut faire avancer notre projet.

Faute de quoi, nous resterons spectateurs d'une réalité qui nous échappe, à la merci de toutes les offensives bourgeoises, ballotés par des hypothèses complotistes toutes plus délirantes les unes que les autres, entraînés dans les impasses réformistes les plus variées qu'elles soient productivistes à l'ancienne (PC), ou néo « green réformistes » comme la France Insoumise.

14

CONCLUSION

L'idée du « jour d'après » a surgi durant le premier confinement, de l'idée simple que « ça ne pouvait plus durer comme ça », que « le système était dépassé », tant au niveau sanitaire, écologique qu'économique – le tout face aux évidences de la crise. Une puissante aspiration au changement, à une vie meilleure, sans trop savoir comment y arriver.

D'où une certaine inquiétude du côté des bourgeois, eux-mêmes incapables de gérer cette crise, et qui n'avaient qu'une peur, la réapparition de la révolte populaire, les Gilets Jaunes, parmi les soignants ou dans les banlieues. D'où une accumulation de promesses qu'elle ne tiendra évidemment pas, des milliards déversés pour éteindre les braises qui couvent, et bien sûr un côté ballon de baudruche appelé à se dégonfler rapidement. Aujourd'hui, les promesses et les grands discours sur le jour d'après sont passés à la poubelle, et l'actualité ce sont d'un côté l'apparition d'une nouvelle vague massive de licenciements accompagnée d'une nouvelle vague répressive autour de la loi de Sécurité globale.

De leurs côtés, les réformistes de toutes tendances se sont lancés à cœur joie sur de nouvelles versions éco-responsables, solidaires, d'un capitalisme à visage humain, aussi clinquant qu'illusoire. Là aussi, la réalité a rattrapé les fantasmes et les contradictions sont vite apparues entre ces projets aussi chimériques les uns que les autres. Il ne reste plus aujourd'hui que le pathétique cirque électoral déjà entamé pour 2022...

Car le fond de l'affaire, la réalité habituelle mais la plus cachée, c'est que l'économie capitaliste impose ses règles aux bourgeois de toutes tendances, la rentabilité du capital et le taux de profit, la guerre économique mondialisée et la concurrence, les marchés et les cours de Bourse. L'État lui-même n'est que « le comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière ».

La bourgeoisie est parfaitement au clair avec cette affaire, et gère la crise au mieux (ou au moins pire) pour préserver les intérêts de l'impérialisme français, compris dans son ensemble. Quitte à intervenir massivement alors qu'elle fait normalement profession du libéralisme le plus débridé. On fera payer plus tard...

Les réformistes sont indécrottables comme d'habitude, et s'imaginent qu'il suffit de changer le personnel dirigeant politique et économique pour pouvoir changer les choses. Mais les règles de fer du capital s'imposeront, y compris aux plus radicaux d'entre eux et soit ils nous mèneront dans une impasse, soit ils trahiront comme ils l'ont toujours fait (les gouvernements PS-PC de Mitterrand). Soit les deux, pour le plus grand désespoir des militants combatifs et honnêtes.

La pandémie aura montré aux plus lucides plusieurs choses : d'une part, ce que nous savions déjà, que le système capitalisme est un échec total; ensuite que les prémisses d'une société nouvelle apparaissent par réaction et nous montrent la voie à suivre, pour peu qu'on accepte la voie révolutionnaire de la prise de pouvoir et du renversement radical du capital. Enfin, que le lieu du pouvoir, le quartier général qu'il nous faut abattre, sur lequel concentrer nos coups, c'est l'état capitaliste et ses appareils d'État. État qu'il nous faudra remplacer, à la suite de la Commune de Paris dont nous allons commémorer les 150 ans, par « un gouvernement de la classe ouvrière » comme disait Marx. Et pour cela, toujours selon les enseignements de la Commune, il nous faut notre quartier général, la conscience et l'organisation, car « le nombre ne pèse dans la balance qu'uni par l'association et guidé par le savoir ».

150 ans plus tard, nous en sommes toujours là, et il n'y a pas d'autre chemin pour construire NOTRE jour d'après!

LE CNR DE 1945,

La pandémie du coronavirus a donné en France un coup de fouet à la mode du programme du CNR (Conseil National de la Résistance). Le gardien fidèle de cette nostalgie est le PCF, lui qui était majoritaire dans le pays lors de l'application (partielle) de ce programme, en 1944-47. Mais il n'est pas le seul. Même Macron, le 13 avril, a évoqué « les jours heureux », citant le titre du programme adopté le 15 mars 1944. De quoi casser un peu l'ambiance sur le sujet. Alors, le retour au CNR d'il y a 75 ans peut-il être un modèle pour le « jour d'après »? Au-delà de la plaisanterie, cela mérite de faire un peu d'histoire.

28

UNE RÉFÉRENCE POUR TOUTE LA GAUCHE ET AU-DELÀ

Le PCF bien sûr en tête donc, lui qui dominait la Résistance et avait cependant accepté de se mettre sous la direction politique de Jean Moulin, l'envoyé spécial de de Gaulle. On est à l'aboutissement des dérives entamées sous le Front Populaire en 1936, où les déviations patriotiques, de collaboration avec la bourgeoisie nationale dans l'intérêt supérieur de la France s'étaient développées. La collaboration de classe, contre une politique prolétarienne pourtant à l'origine de la création du PCF en 1920, sous la direction étroite de l'Internationale Communiste.

« De l'opportunisme à la trahison », tel est le titre d'une vieille brochure que nous diffusons (disponible en ligne) qui analyse l'évolution du PCF entre le Front Populaire et la Résistance.

Le parti socialiste se réclame légitimement du Conseil National de la Résistance. Il s'appelait

encore SFIO à l'époque, Section Française de l'Internationale Ouvrière :

Les socialistes participent au gouvernement avec le Général de Gaulle jusqu'en janvier 1946 puis, selon la formule du tripartisme (SFIO, PCF, MRP), jusqu'en mai 1947. Les réformes de structure réalisées à la Libération et pendant le tripartisme ont été importantes et continuent de modeler le visage de la France moderne : vote des femmes, nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprise... (Parti socialiste – Notre histoire)¹.

Les Verts, qui n'ont jamais su s'ils étaient vraiment à gauche ou pas, ont un « présidentiable » très CNR. Yannick Jadot en effet « évoque régulièrement le CNR comme sa principale source d'inspiration pour l'ambition qui doit selon lui animer la classe politique face au défi de la crise économique à venir »².

La France Insoumise en est, bien sûr. Mais sans tomber dans « le piège de l'union nationale », Mélenchon rappelle quand même que « le CNR réunissait

MODÈLE POUR « LE JOUR D'APRÈS » ?

seulement ceux qui luttèrent contre l'occupation »². Le critère était donc bien celui... du nationalisme!

Et Macron, que vient-il faire dans cette galère? Eh bien, avec son idéologie de banquier et sa formation de socialiste, il a bien une légitimité (pour servir le Capital et manipuler les travailleurs). Après tout, le CNR fut avant tout une alliance De Gaulle – PCF, sous la direction du grand général³, non?

QUEL EST LE PROGRAMME HISTORIQUE?

Claude Bourdet, journaliste socialiste, membre du CNR et plus tard membre du PSU, relativise beaucoup la portée réelle de l'initiative historique : « *En fait, le CNR fut une « machine de guerre » imaginée par Moulin et De Gaulle pour contrer Roosevelt qui voulait imposer le général Giraud à la tête de la France libre. (...) Par ailleurs, le mérite du CNR fut d'établir une charte de valeurs et de recommandations en vue d'une France à reconstruire. Elle ne fut malheureusement qu'une litanie de vœux pieux même si la Quatrième République y puisa un certain nombre de principes...* »⁴.

Nous sommes habitués en effet aux distances qui séparent les programmes et leurs réalisations, les promesses et les actes. Mais un programme est aussi un acte qui parle. Le premier paragraphe historique mérite qu'on s'y arrête, et mériterait qu'on n'aille pas plus loin :

« *Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général De Gaulle pour*

défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ».

Nous savons lire. Derrière ces belles formules sont présents le maintien de l'exploitation des colonies, celle des travailleurs, le capitalisme et l'impérialisme. Or nous avons là tout le projet du CNR.

LES GRANDES RÉFORMES

Il y a aussi des bonnes choses, direz-vous. Le PS les résumait en quelques mots : « vote des femmes, nationalisations, sécurité sociale, comités d'entreprise ».

Les femmes? Le programme promettait « l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ». Le droit de vote n'est qu'un élément parmi d'autres de la loi, et l'égalité devant la loi n'est pas l'égalité réelle...

Les nationalisations? Elles se font « en indemnisant les actionnaires, souvent grassement... Les capitaux ainsi libérés s'investissent dans des secteurs plus rentables »⁵. Loin d'être démantelées, les « féodalités financières » en sortent renforcées.

La Sécurité sociale? « A l'époque, le système ne suscite pas l'enthousiasme. Il est bien moins favorable que celui acquis dans les transports et les mines dès avant la guerre. Dans la sidérurgie

LES JOURS HEUREUX
 LE PROGRAMME du **CONSEIL NATIONAL**
 de la **RÉSISTANCE (C.N.R.)**
 pour une République Laïque, démocratique, sociale.
 pour une SOCIÉTÉ HUMANISTE et SOLIDAIRE
SECURITE SOCIALE. RETRAITES. SERVICES PUBLICS ...
INDEPENDANCE de la PRESSE. DROITS SYNDICAUX ...
 RETOUR à La NATION des SOURCES D'ENERGIE des GRANDS MOYENS
 de PRODUCTION des GRANDES **BANQUES !!** etc etc
QUE SONT DEVENUS CES PROGRES ?

et le bâtiment, bien peu d'ouvriers atteignent l'âge de la retraite de 65 ans »⁵.

Les comités d'entreprises? Le programme annonçait « la participation des travailleurs à la direction de l'économie ». Ils se contenteront... des œuvres sociales.

Il manque, c'est significatif, un mot dans la liste du PS : **les colonies**. Le CNR prévoyait « une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales ». La réalité sera claire, et sanglante, dès le 8 mai 1945, à Constantine et Selma. Puis à Madagascar et en Indochine.

Bref, les grandes réformes ne furent pas si grandes alors qu'on l'entend dire aujourd'hui.

Le fond du programme du CNR, c'est celui qu'on entend encore aujourd'hui : nationalisations, service public, meilleure partage des richesses, mais surtout pas de révolution. C'est le programme du capitalisme à visage humain.

À QUOI SERVENT LES RÉFORMES ET LES PROMESSES?

A faire reprendre le boulot! « Les capitalistes étaient inquiets de voir se répéter à la fin de la Seconde Guerre mondiale la vague révolutionnaire qui avait secoué l'Europe entre 1917 et 1923. (...) De Gaulle chercha donc à contrôler les résistants organisés par le PCF en constituant une structure d'unité nationale ».

Qui publie ces lignes? Le NPA⁶. L'affirmation est juste. La bourgeoisie avait de quoi être inquiète. Elle était déconsidérée par sa massive collaboration. Les résistants avaient pour pôle dominant les communistes. En un mot, les travailleurs avaient le fusil à la main et le pouvoir capitaliste était ébranlé.

Non seulement « De Gaulle chercha à contrôler », mais il fut presque étonné par le zèle de Thorez et du PCF pour faire rendre les armes aux travailleurs (« une seule armée, une seule police ») et pour leur faire se retrousser les manches (« Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe »).

Le programme du CNR est un programme de collaboration de classe. Il a permis au PCF de passer de la résistance démocratique contre le nazisme, à la collaboration de classe avec le gaullisme. Le NPA et Lutte Ouvrière, contrairement aux partis de gauche, reconnaissent cette vérité. Mais ils restent emmerdés. Par quoi? Par la défense des acquis de l'époque, qui furent tout de même de véritables avancées. Comment donc concilier un discours révolutionnaire et une pratique vulgairement syndicaliste?

LES TROTSKISTES

Tous les programmes trotskistes sont des « programmes de transition », qui font passer du syndical au politique... sans transition.

Le NPA écrit : « Il est vrai que... nationalisations, sécurité sociale... sont des mesures contradictoires avec la politique libérale actuelle... Mais cela ne doit pas nous transformer en inconditionnels du CNR »⁶. Défendre, sans être inconditionnel : comment on fait?

LO est plus catégorique : « Le programme du CNR : tromperies d'hier et tromperies d'aujourd'hui »⁷. Mais pas une allusion à la défense, nécessaire aujourd'hui, des acquis sociaux de la Libération.

Pour comprendre le lien et la contradiction entre réforme et révolution, il faut se reporter à la plate-forme politique de VP⁸ :

« Une réforme ou une revendication arrachée au capital, c'est à la fois une victoire, un rapport de forces établi face aux exploiters, mais aussi, pour ces derniers, un moyen d'acheter la paix sociale, de calmer le jeu, de contenir la tendance à la révolution. Jamais la bourgeoisie ne lâche autant de réformes qu'en période d'effervescence sociale, lorsque la question du pouvoir risque d'être posée. C'est ce qui s'est passé à la Libération en 1945, ou en mai 68. »

IMPOSSIBLE AUJOURD'HUI

Reste une question, toujours accolée à l'évocation du CNR :

« S'il a été possible de mettre en place la Sécu dans un pays dévasté par la guerre, on peut faire bien plus aujourd'hui » (NPA, note 6). *« Il peut sembler paradoxal que ce qui a été possible il y a 50 ans ne le soit*

plus aujourd'hui, alors que la productivité du travail a été multipliée par 5 depuis » (VP, note 5).

La réponse est contenue dans la question, il suffit de la retourner. « La hausse de la productivité signifie que la production capitaliste exige plus de capitaux et en même temps moins de travail réellement créateur de plus-value. D'où une baisse du taux de profit »⁵. D'où une baisse également du niveau de vie des travailleurs, en particulier du niveau du salaire indirect (retraites, sécu; chômage, usure au travail).

Les dévastations de la guerre exigeaient une reconstruction, une mobilisation des travailleurs (au service de la bourgeoisie).

Une autre société, celle du « jour d'après », c'est d'abord une question de pouvoir, une question politique et militaire. Pourquoi un nouveau CNR réformiste n'est pas possible aujourd'hui? Parce qu'il n'y a pas eu de guerre mondiale avec plusieurs dizaines de millions de morts. Parce que les travailleurs ne sont pas massivement mobilisés, un fusil à la main. Parce que, même si c'était le cas, les « communistes » même « révolutionnaires » comme prétendent l'être les trotskistes, sont toujours empêtrés dans leurs contradictions petites-bourgeoises, ne sachant ni trancher de manière impitoyable en faveur d'une politique prolétarienne, ni rassembler de manière large – encore que des générations successives de ces militants se retrouvent au final dans les organisations réformistes (la FI, le PS etc.).

Pourtant l'aspiration au changement est là, massive, mondiale. Même les illusions, en France, sur le programme du CNR en sont une preuve!

.....

1 <https://www.parti-socialiste.paris/socialistes-a-paris/les-instances-federales/notre-histoire/>

2 <https://www.lopinion.fr/edition/politique/remaniement-deux-stars-ca-repart-219879>

3 Le PRCF, Pôle de Renaissance Communiste en France, recommande, dans Initiative Communiste du 29 janvier 2019, un article intitulé « Gaullo-communisme ou nouveau CNR? » : « Bien avant que n'émergeât le CNR, c'est avec la pleine approbation de l'Internationale Communiste que Jacques Duclos avait proposé l'alliance des deux drapeaux, rouge et tricolore, lors du meeting fondateur du Front populaire, le 14 juillet 1935. »

4 <https://blogs.mediapart.fr/vingtras/blog/270513/cnr-legende-et-realite-historique>

5 « Faut-il revenir au programme du CNR? », journal Partisan, 16 janvier 2011. <http://ocml-vp.org/article337.html>

6 <https://npa2009.org/node/37593>

7 https://journal.lutte-ouvriere.org/2020/04/28/le-programme-du-cnr-tromperies-dhier-et-daujourd'hui_146418.html

8 Cahier 3, page 7, disponible en ligne <http://ocml-vp.org/article30.html>.

LIRE

CONTRE L'ÉTAT

Tom Thomas, Ed. Critiques 2020, 12,00 €

La grande qualité de Tom Thomas est d'être radical, au sens strict c'est-à-dire d'attaquer les problèmes à la racine. Constatant une tendance des luttes actuelles, à commencer par celle des Gilets Jaunes, à faire des appels à l'État, Tom Thomas décortique toutes les illusions sur l'État capitaliste, les origines de ces illusions, tout ce qui les alimente, ce qu'à la suite de Marx il désigne comme un fétichisme : attribuer à un objet des pouvoirs qu'il n'a pas.

« Il résulte de cette conception qu'il suffirait que l'État oblige les financiers à moins d'avidité pour que puisse être établie une distribution équitable des richesses. Et pour que, cerise sur le gâteau, la consommation ainsi accrue permette de faire repartir la « croissance » au bénéfice de tous, surtout si, de surcroît, elle devenait verte ! On voudrait donc réduire les inégalités sans s'attaquer à leurs causes » (p. 99).

Les notions de Citoyen et de Nation sont sapées au passage. Les liens idéologiques entre fascisme et populisme sont soulignés. Un rappel de l'évolution du capitalisme depuis les années 1970, fin d'une période d'État-Providence, vaut confirmation qu'il ne sert à rien d'entretenir une nostalgie pour ce passé résolu des petits progrès sociaux.

La recherche des racines nous mène du fétichisme de l'État à celui de la marchandise, des problèmes politiques aux problèmes économiques, et au nécessaire changement révolutionnaire du mode de production, pour finalement abolir l'État.

« Volonté communisante », programme politique d'une communauté enfin humaine, ou bien « nouvelle sorte de fascisme » et repli nationaliste, telle est la seule alternative, affirme la conclusion.

Voilà un petit livre qui tape là où ça fait mal, dans les idées fausses encore très répandues en milieu populaire et militant. A lire, à offrir, à faire connaître et à discuter. C'est court mais c'est du solide !



QUELQUES DÉMARCATIIONS SUR L'ÉCOLOGIE

33



verts

parce que

rouges

Les hypothèses militantes les plus intéressantes pour le « monde d'après » mettent obligatoirement au cœur l'écologie. Mais ces hypothèses sont souvent plus ou moins polluées par les rêves sur la possibilité du capitalisme impérialiste de se réformer (transition écologique), par les illusions sur l'État, sur les questions de lutte et d'organisation. Essayons d'y voir plus clair.

DE QUOI ON PARLE ?

Tout le monde parle d'écologie, c'est la situation qui l'impose (changement climatique, déchets, catastrophes etc.). Les patrons et les réactionnaires bourgeois deviennent « écolos » (greenwashing, conférences sur le climat, etc.). Les réformistes de tous poils veulent nous vendre un capitalisme vert... mais de plus en plus autoritaire et réactionnaire (Yannick Jadot, EELV). Il y a les grosses ONG institutionnelles du type Greenpeace, qui font une critique pertinente et approfondie sur des sujets, mais ne se proposent que d'améliorer le système. Plus nouveau, les mouvements comme Extinction Rebellion/XR, de composition différente mais tout aussi réformiste. Cet article... ne parle pas d'eux !

En effet à côté, nous voyons se développer un courant de l'**écologie sociale et populaire**. C'est tout au plus une tendance, sans trop de solutions pour l'après. On voit ça à Lubrizol, autour des déchets nucléaires de Bure, l'Observatoire des Multinationales, les toxiques chimiques sur le bassin de Lacq, etc. Ça se voit aussi chez certains des décroissants, qui remettent en cause le modèle de la « croissance capitaliste ». Les sites Bastamag et Reporterre peuvent se rattacher à ce courant. Cette écologie sociale et populaire n'est pas portée par un mouvement en particulier, encore moins une organisation communiste qu'il reste à reconstruire. Comme toute tendance embryonnaire, elle se caractérise surtout par des « contre ».

- Contre les solutions individualistes, ou d'adaptation à la crise
- Contre la critique superficielle des productions les plus nuisibles (nucléaire) ou inutiles du capitalisme (la pub), pour aller plus au fond.
- Refus sans concession des grands projets inutiles et nuisibles (la concession = toutes les solutions du style compensation carbone)
- Remise en cause du capitalisme, non comme une politique particulière (néolibéralisme, financiarisation, etc) mais comme un mode de production à abattre

Nous partageons avec ce courant l'idée que « le jour d'après » sera écologique¹ et que la crise provient d'un système qu'il faut abattre. **Mais voici quelques démarcations qui ne vont pas toujours de soi...**

QUELLE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ?

Dans nos syndicats, et parmi les écologistes radicaux, on parle de transition écologique. Pour nous, cela ne peut faire référence qu'à deux choses, totalement différentes :

I/ La transition capitaliste. Dans ce mode de production, le remplacement d'une branche d'industrie par une autre intervient sur le seul critère de la rentabilité des capitaux. Tant qu'une branche d'industrie est rentable relativement aux autres (la bagnole), il n'y a aucune incitation pour les capitalistes à faire une transition de quoi que ce soit. Et quand cela arrive, cela entraîne des destructions massives de capitaux (fermetures d'usine, ouvriers licenciés par milliers). Ce sont toujours les travailleurs qui en payent le prix, cash. **Le moteur de cette transition, c'est la concurrence et la loi de la valeur** (on produit ce qui permettra de faire des profits).

Si le remplacement d'une branche d'industrie par une autre peut avoir un effet sur l'environnement (réduction d'une pollution), c'est souvent accidentel. Bien souvent, c'est le contraire qui se passe.

- Parce que la surexploitation de la nature pousse les capitalistes à chercher et à extraire des ressources toujours plus polluantes et rares. Avec la surconsommation de pétrole, la hausse des prix a fait devenir rentable à partir des années 2000 l'extraction du pétrole de schiste, qui demande des procédés d'extraction encore plus polluants que les hydrocarbures conventionnels.

.....
¹ Certains se demandent si le jour d'après aura lieu, tout simplement. C'est le cas des théories de l'Effondrement. En gros, c'est l'idée que la crise écologique va s'approfondir jusqu'à entraîner un effondrement brutal et un repli vers une économie de survie. Premièrement, c'est déjà la réalité quotidienne des masses de pauvres concentrés dans les pays dominés, pas spécialement pour des raisons écologiques d'ailleurs. Deuxièmement, la possibilité d'un effondrement est réelle, mais c'est seulement une possibilité. En tant que communiste, nous avons toujours parlé de l'alternative entre communisme et barbarie. Nous combattons la tendance petite-bourgeoise sous-tendue par l'Effondrement, qui désarme politiquement et propage le repli sur les solutions d'adaptations individuelles et localistes.

• Ou bien parce que la reproduction sans cesse élargie du capital (la « croissance économique ») gonfle sans cesse la masse et la complexité des biens produits, et donc les pollutions et les désastres écologiques. Quand bien même les procédés industriels les plus polluants sont abandonnés. Le DDT est interdit depuis les années 1970 mais on n'a jamais utilisé autant d'insecticides/pesticides dans le monde.

2/ La transition socialiste-écologiste, le passage d'un mode de production fondé sur l'exploitation de l'homme et de la nature à un mode de production fondé sur la satisfaction des besoins sociaux et des échanges équilibrés entre l'homme et la nature. **Le moteur de cette transition, c'est l'organisation politique et idéologique des producteurs associés et conscients** (dans la production et pour la vie quotidienne).

Entre les deux, il n'y a rien. Dommage pour tous les plans plus ou moins sincères de transition écolo, qui sont tous destinés à finir en eau de boudin. Franchement, imaginez un peu une transition écologique qui consisterait à entreprendre en même temps et dans toutes les branches d'industrie une conversion radicale vers des productions moins rentables. C'est tout simplement impensable pour les capitalistes.

L'ÉTAT ÉCOLOGISTE? LA SCIENCE PUBLIQUE POUR LE PROGRÈS?

Mais si c'est impensable pour les capitalistes, certains se disent : 1/ Que l'État y peut quelque chose 2/ Que la science doit trouver les solutions qui permettra « à long terme » la rentabilité des nouveaux secteurs productifs « écolos ».

1/ Si les capitalistes ne veulent pas, alors l'État doit les y inciter ou les y obliger (pour les solutions les plus « radicales »). C'est oublier que l'État n'est pas au-dessus des classes, qu'il ne suffit pas d'en prendre le contrôle par les élections ou par les armes pour en faire du jour au lendemain un instrument au service des travailleurs. Au contraire, l'État c'est le capitaliste en chef, celui qui veille aux intérêts de la bourgeoisie tout entière. Il doit être détruit par une révolution, et reconstruit sur des bases sociales et politiques complètement nouvelles.

2/ La science doit trouver les solutions. En particulier la « bonne » science, sous contrôle et financement publics, qu'on oppose à la « mauvaise » science marchande. En fait il n'y a qu'une science capitaliste, étatique/publique quand ça coûte cher, quand la rentabilité est incertaine, et privée quand il s'agit de capter les bénéfices. Comme avec le Covid, des start-up gavées de subventions publiques inventent un vaccin, que les labos rachètent et revendent à prix d'or... à l'État. Les connaissances et la recherche scientifiques doivent être mises sous contrôle des travailleurs, en fonction de leurs propres priorités.

ÉCOLOGIE ET IMPÉRIALISME

Souvent aux abonnés absents dans la transition écologique : la domination impérialiste. En gros, à nous les bonnes industries écolos (voiture électrique, énergies renouvelables) et à eux les crasses (batteries, exploitation des terres rares, toxiques chimiques, montagnes de déchets etc.). C'est le programme de transition écolo chauvin et pro-impérialiste de tous les réformistes de gauche du type France Insoumise. Cela peut avoir un certain



succès, car la perception des peuples des pays impérialistes quant à l'ampleur du désastre en cours est faussée par la division internationale du travail, qui éloigne les usines et concentre les pollutions et les déchets dans les pays dominés.

LES LUTTES, ET APRÈS?

Disons-le tout de suite, l'addition des luttes ne suffira pas. Ni même leur coordination à une échelle toujours plus large. Les luttes en cours (Bure, Lubrizol, etc) sont chacune nécessaires mais ne dessinent pas à elles seules une alternative pour l'avenir. Bien souvent, la critique globale du système, aussi juste soit-elle, s'accompagne d'un refus d'une vision globale de la perspective politique. Qu'est-ce qu'on entend par là? En un mot, la révolution! En deux mots, l'organisation des prolétaires conscients pour le socialisme.

Face à l'absence de considérations de classe, nous disons que l'écologie, c'est « l'affaire des travailleurs! »². Parce que ce sont les travailleuses et les travailleurs qui sont les mieux placé-e-s pour trouver des solutions pratiques et radicales puisque ce sont eux qui à la fois subissent et font tourner la machine capitaliste. La reprise en main et la gestion directe des moyens de production par les exploité-e-s sera la seule solution efficace pour lutter contre le réchauffement climatique.

À l'OCML-VP, notre but principal est de contribuer au regroupement des travailleurs conscients, en mettant l'écologie au cœur de ce projet. Pour autant, nous intervenons aussi dans les luttes écologistes avec nos (petits) moyens, sans sectarisme, mais aussi sans « mettre le drapeau rouge dans notre poche » (d'où cet article! On peut relire également avec profit Partisan Magazine n°6 réalisé en 2016 à l'occasion de la COP21 et désormais en ligne³).

Nous marchons sur deux jambes, en nous appuyant sur la critique scientifique matérialiste du capitalisme (la théorie) et sur notre intervention dans la lutte des classes (la pratique). C'est la seule façon correcte de s'orienter et de tracer une démarcation nette entre l'écologie bourgeoise/petite-bourgeoise et l'écologie radicale, révolutionnaire et communiste!

.....
2 <http://ocml-vp.org/article1530.html>

3 <http://ocml-vp.org/article1672.html>



LA CHIMIE



CHIMIE

LE PROFIT CONTRE LA SANTÉ

CAPITALISTE TUE

(MISE À JOUR)

À la suite du numéro précédent de notre magazine (N°15 juin 2020), quelques brèves pour maintenir l'information sur une question essentielle dans la critique matérialiste du mode de production capitaliste.

EXPLOSION À BEYROUTH : LA CHIMIE CAPITALISTE TUE, INTERDICTION DU NITRATE D'AMMONIUM!

*Extrait de la déclaration
de l'OCML Voie Proletarienne
du 8 août 2020,
en ligne <http://ocml-vp.org/article2132.html>
– également en anglais et en espagnol.*

À dix-neuf ans d'intervalle, les mêmes images, les mêmes destructions massives, le même cratère, les mêmes horreurs – puissance 9 puisqu'il y avait 2750 tonnes de nitrate d'ammonium à Beyrouth, contre « seulement » 300 tonnes à AZF. Des dizaines de morts (au moins 150), la moitié d'une ville détruite, des victimes par milliers, des centaines de milliers de sans-abris, une population traumatisée.

À l'échelle, c'est la même chose qu'à Toulouse en 2001.

Le même explosif aussi.

Un composé utilisé comme engrais ou dans les explosifs, extrêmement dangereux (on l'a vu). Un produit issu de l'industrie chimique et utilisé massivement, alors même que sa dangerosité est bien connue depuis un siècle (première explosion en 1921 en Allemagne, une dizaine de catastrophes connues depuis). Mais un produit capitaliste à

forte rentabilité, à un coût de production dérisoire, essentiel pour l'agro-capitalisme intensif (nitrates). L'exemple même de ces productions et technologies capitalistes où le profit l'emporte sur tous les risques, sur la santé et la vie humaine. Il faut arrêter la production de ce toxique explosif!!

La même irresponsabilité du capitalisme dans la gestion du risque.

A AZF, c'était la responsabilité pleine et entière de Total avec la sous-traitance en cascade et la faillite de toutes les règles de sécurité qui a provoqué l'explosion.

A Beyrouth, le stock de nitrates provenait d'un navire poubelle (le MV Rhosus – sous pavillon de complaisance moldave), véritable bombe flottante en ruine interdite de navigation en 2013 dans le port de Beyrouth, aussitôt abandonnée par les propriétaires du bateau comme de la cargaison. (...)

L'explosion du stock de nitrate d'ammonium n'est pas un problème libanais.

C'est le problème de la mondialisation capitaliste, de l'agro-industrie, de la chimie toxique, c'est le problème d'un mode de production qui doit être détruit de fond en comble, il a trop fait la preuve de sa dangerosité pour toute la planète!

Il faut en finir avec le capitalisme-impérialiste. Il faut arrêter ces productions insensées et donc bouleverser radicalement la manière de produire, les choix de priorité, les conditions de travail. Il faut une vraie révolution qui ne viendra jamais d'elle-même et pour laquelle il faut s'organiser!

Pas d'anticapitalisme sans écologie, pas d'écologie sans anticapitalisme!

Interdiction des ammonitrates!

Nous sommes Verts parce que nous sommes Rouges!



RELAXE POUR LES MILITANTS ANTI-CHLORDÉCONE TRAINÉS DEVANT LA JUSTICE

*Déclaration de l'OCML Voie Prolétarienne
du 7 novembre 2020,
en ligne <http://ocml-vp.org.articl2153.html>*

Keziah, étudiant de 22 ans, battait du tambour traditionnel lors d'une manifestation le 16 juillet, comme le tanbouyé Romain en 1848 lors du soulèvement contre l'esclavage. C'était une manifestation de soutien aux militants arrêtés en novembre lors d'une autre manifestation anti-chlordécone. Interpellé, passé à tabac et gravement blessé, il subit en plus les insultes racistes des gendarmes. L'enquête de l'IGGN contre les gendarmes n'ayant même pas commencé fin août, le procès a dû être reporté et il va normalement comparaître le 9 novembre, c'est une journée de mobilisation dans toute l'île.

Ce procès, c'est le procès des violences policières et du racisme!

La mobilisation se développe contre l'usage du chlordécone, pesticide utilisé dans les plantations de bananes jusqu'en 1993. Plus de 90% de la population martiniquaise et guadeloupéenne est touchée. Les Békés (capitalistes sortis sans dommage de l'ordre colonial et de l'esclavage) et l'État sont totalement responsables, puisqu'ils ont maintenu l'usage du produit alors qu'il savait qu'il était toxique. Et aujourd'hui : pas un seul procès entamé contre les responsables de cette empoisonnement.

Par contre, les procès se multiplient contre les militants anti-chlordécone de plus en plus actifs, le 28 août, trois ont été condamnés à de la prison ferme!

Ce procès c'est celui de l'ordre colonial!

Le chlordécone, c'est un pesticide toxique et cancérigène, utilisé contre le charançon du bananier, interdit aux États-Unis depuis 1975, classé par l'OMS comme cancérigène possible depuis 1979, mais utilisé aux Antilles jusqu'en 1993. C'est également un perturbateur endocrinien (problèmes de fertilité, de grossesse, impact sur le système nerveux), et la Martinique est le premier pays au monde pour le taux de

cancer de la prostate. L'utilisation est désormais interdite, mais la pollution va durer de l'ordre de 700 ans avant que les résidus disparaissent naturellement. Mais pour les bourgeois békés, seul comptait l'enrichissement et les ouvriers agricoles ne comptent pour rien, ni la pollution de l'eau et des terres.

**Ce procès,
c'est celui des toxiques chimiques
et du mode de production capitaliste!**

La colère gronde aux Antilles, particulièrement en Martinique, la mobilisation s'étend, les collectifs de lutte se multiplient pour exiger justice. La Mairie du Prêcheur vient d'interdire les pesticides sur son territoire. Un collectif d'ouvrières et d'ouvriers de la banane, souvent les plus précaires, victimes du chlordécone vient de se mettre en place, pour exiger prise en charge et compensations. D'où la crainte des békés et de l'État français, capitaliste et colonial.

**Ce procès, c'est celui de la révolte
des ouvrier.e.s exploité.e.s,
de la population qui veut la justice
et remet en question
la domination capitaliste sur le pays!**

L'OCML Voie Proletarienne soutient sans réserve la lutte du peuple martiniquais, et au premier chef celle des ouvrier.e.s, contre l'empoisonnement, contre la domination coloniale, contre le système capitaliste. Elle soutient les militants emprisonnés et exige leur relâche immédiate, ainsi que l'ouverture des procédures pour empoisonnement contre les Békés et l'État français.

- **Relaxe pour Keziah et pour tous les autres!**
- **Vérité et justice contre les violences policières et le racisme!**
- **À bas la domination coloniale!**
- **À bas le système de production capitaliste, tous ses toxiques et parasites!**
- **Vive la lutte du peuple et des ouvrier.e.s martiniquais, vive la solidarité anticoloniale et antiimpérialiste!**

MOBILISATION À LUBRIZOL, UN AN APRÈS LA CATASTROPHE

Le 26 septembre, grosse manifestation devant l'usine pour l'anniversaire de l'accident, plus d'un millier de manifestants à défiler vers le Palais de Justice en passant par la préfecture, à l'appel du collectif unitaire qui regroupe, syndicats, partis, associations de victimes et de défense de l'environnement. Plus que jamais la contestation des toxiques chimiques se développe, qui atteint les travailleurs, comme l'environnement.



RETOUR SUR LA CATASTROPHE DE BHOPAL

Le 2 décembre 1984, il y a 36 ans, un nuage toxique s'échappait d'une cuve de stockage et retombait sur la ville, faisant des milliers de morts. Sécurité bafouée, bidonvilles environnant l'usine... la catastrophe de Bhopal est bien typique des accidents dus au type de développement industriel en œuvre dans le Tiers-Monde.

Les circonstances de l'accident

L'origine de l'accident : une cuve de stockage contenant environ 25 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC). Plusieurs mois avant l'accident, l'unité de réfrigération servant à maintenir le MIC sous forme liquide avait été fermée.

La suite en ligne : <http://ocml-vp.org/article2117.html>

IL Y A AU CONGRÈS LE PC

42



100 ANS, DE TOURS, ÉTAIT FONDÉ

Il y a 100 ans naissait le Parti communiste français. Il y a 10 ans (pour le 90^e anniversaire donc), nous publions un article, qui n'a pas perdu une ride. Comme le disait l'intro :

Pour prétendre reconstruire un parti nouveau, il faut faire le tri dans ce que l'ancien a porté de positif et ce qu'il faut en rejeter. Pour éclairer certains aspects de ce bilan, nous proposons un aperçu rapide de ce que le Parti créé en 1920, a représenté pour la classe ouvrière, au cours des moments décisifs de ses combats.

Voici l'article en version courte, dans laquelle on s'attarde sur la construction du parti dans les années 20 et 30, la lutte contre le révisionnisme et pour l'internationalisme prolétarien. Pour ce qui est de la période de la guerre et de la Résistance, nous renvoyons à la brochure de Tom Thomas « De l'opportunisme à la trahison », disponible en ligne sur notre site. On passe ensuite un peu plus vite sur la période après-guerre, et on saute à la conclusion. Cet article est à retrouver en intégralité sur notre site ocml-vp.org : « Il y a 90 ans, au congrès de Tours, le PC était fondé¹ ».

.....

¹ <http://www.ocml-vp.org/article332.html>

Voir aussi la brochure de VP *De l'opportunisme à la trahison* : <http://ocml-vp.org/article2155.html>

[...]



LA PORTÉE DU CONGRÈS DE TOURS, ET LA CONSTRUCTION DU PC (SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Le congrès de Tours est une date importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Le PCF a été créé à ce congrès en décembre 1920, par décision de la majorité du Parti Socialiste SFIO (Section française de l'Internationale Ouvrière) d'adhérer à l'Internationale communiste (IC). Pourtant ce congrès, à l'image du Parti socialiste, n'est pas ouvrier. Seul 20 % des délégués le sont. La petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants, professions libérales) représente 40 % des congressistes, le reste étant des employés et des fonctionnaires (surtout enseignants). La majorité du PS accepte pourtant les 21 conditions mises par l'Internationale communiste à l'adhésion à celle-ci. Le parti regroupe, après le départ de ceux qui maintiennent la SFIO, 100.000 adhérents. Ils ne seront plus que 25.000 dix ans plus tard.

En l'Allemagne, le PC se crée dans un contexte d'insurrections ouvrières, en Italie alors que le pays connaît une vague d'occupations d'usines. Rien de tel pour la France. Le nouveau PCF et ses adhérents n'ont pas été confrontés aux exigences de la lutte révolutionnaire. Avant guerre, ils ont été, au contraire, formés et éduqués au parlementarisme qui a éloigné du PS les ouvriers combattifs de la CGT dominée alors par l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire. Le mouvement pour l'adhésion à l'IC repose donc sur trois impulsions : le rejet de la guerre que les ouvriers et les paysans ont durement payée; l'impact de la révolution d'Octobre dont le prestige est immense; et de façon moindre les grandes grèves des années 1919 et 1920 en France.

Le parti qui naît en décembre 1920 n'a alors de communiste que le nom, même si l'adhésion au communisme de ses membres et dirigeants est sincère. Il doit sa création au ralliement du centre du PS aux thèses de l'Internationale. La figure de proue de ce courant est Marcel Cachin

que Lénine a convaincu de soutenir l'adhésion. Pendant la guerre impérialiste de 14/18, ce centre avait appuyé la politique d'union nationale avec la bourgeoisie. Dans ses structures et ses activités, le parti conserve des pratiques sociales-démocrates. Il est organisé en vue des élections, non pour la conquête du prolétariat. De plus contrairement aux PC allemand et italien, dont les dirigeants sont des combattants et des théoriciens, le PC français, n'a à sa tête que des dirigeants petits-bourgeois sans envergure politique et sans formation théorique marxiste. De plus l'adhésion de beaucoup d'entre eux aux thèses de l'IC reste assez superficielle, et ils ne tarderont pas à retourner au PS (SFIO). La thèse 8, concernant le soutien à la lutte d'indépendance des peuples coloniaux, est contestée par les sections algériennes sans que la direction du Parti ne s'en émeuve.



Le congrès de Tours ne marque donc pas la création d'un Parti communiste digne de ce nom, mais le début du processus de sa construction. En 1922, Lénine constate que la transformation d'un « parti européen parlementaire, réformiste en fait et seulement teint d'une légère couleur révolutionnaire, en parti de type nouveau, en parti réellement révolutionnaire, réellement

communiste, est quelque chose d'extrêmement difficile. L'exemple de la France montre cette difficulté peut être de la façon la plus évidente ». Ce processus prend dix ans. L'IC y joue un rôle de premier plan. Il se traduit par un affaiblissement numérique, beaucoup de membres fondateurs l'abandonnant pour retourner à la SFIO, mais aussi par un renforcement de son recrutement prolétarien. De jeunes ouvriers, souvent issus des courants anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires de la CGT adhèrent au parti. Celui-ci leur paraît pouvoir rompre avec le carriérisme politique du PS. C'est à partir d'eux que se bâtit, au début des années 1930, la direction qui restera à la tête du parti pendant 30 ans.



**LA « BOLCHÉVISATION »
DU PARTI
ET LA POLITIQUE
« CLASSE CONTRE CLASSE »**

En 1924, sous la pression de l'IC, est engagé le processus de bolchevisation du Parti. Celui-ci consiste à abandonner la structuration en sections calquées sur les découpages électoraux pour organiser le parti en cellules dans le prolétariat, principalement industriel. Tous les membres (sauf les paysans) sont affectés à des cellules d'entreprise.

En 1928, le PC (dans le cadre des orientations de l'IC) s'engage dans une politique dite « Classe contre classe ». Cette orientation est sous-tendue par la conviction de l'imminence d'une crise révolutionnaire, qui s'avérera vite fautive. Elle contribue à l'activisme militant et au rejet de toute réflexion théorique au prétexte que cette imminence rend les « spéculations intellectuelles » inutiles, aggravant les carences théoriques et politiques du Parti.

La politique « classe contre classe » a deux volets. Un externe qui est la rupture (l'affrontement) avec la social-démocratie qui devient un ennemi essentiel. Un interne qui se traduit par un ouvriérisme intransigeant qui rejette tous les cadres ou membres intellectuels du parti (beaucoup ne sont qu'instituteurs). Aggravée par la direction sectaire du Parti, cette politique conduit à un nouvel affaiblissement,

y compris dans le prolétariat où disparaissent en 3 ans près des deux tiers des 900 cellules d'entreprises existant en 1927. Par ailleurs cette politique sous-estime l'importance du travail syndical. Les grèves n'ont d'intérêt que si elles sont politiques.

Mais cette politique, dans un contexte de reflux du mouvement gréviste et des adhésions au PC, a pour contrepartie l'influence grandissante des militants et des cadres issus des jeunesse communistes qui n'ont pas connu la SFIO. Malgré les errements qui témoignent de la faiblesse de ses assises idéologiques et politiques, comme par exemple en 1927 le mot d'ordre de fermeture des frontières à l'immigration, le Parti adopte et conserve des positions de classe anti-impérialistes et internationalistes. En 1923, il mène une campagne contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, et adopte un manifeste internationaliste en commun avec d'autres partis communistes, « Aux peuples travailleurs, des États de l'Entente et des pays vaincus ». En 1925, il soutient la lutte des nationalistes marocains, comme le droit à l'indépendance des peuples colonisés.





1930 – 1937 : LA STABILISATION DU PARTI, LA CONQUÊTE DES MASSES ET L'OPPORTUNISME

En 1930, le Parti commence à avoir les caractères d'un parti communiste prolétarien. Il lui manque toutefois une ligne politique stable appuyée sur une théorie révolutionnaire répondant aux exigences de la lutte des classes en France. 1930 constitue aussi le début de la stabilisation de la direction du PCF (Thorez devient secrétaire général), par la mise en place d'une promotion de cadres ouvriers aux postes de directions. [...] 1930 amorce, sinon l'abandon progressif de la ligne « classe contre classe », du moins son inflexion dans un sens moins sectaire. Cela se fait par l'intervention de la direction de l'IC. Cette dernière est consciente des lacunes politiques et théoriques du PC. Elle nomme donc un délégué permanent auprès du PC (Evgen Fried) et d'autres auprès des organisations contrôlées par le parti (CGTU entre autres), pour doter le Parti d'une véritable capacité de direction politique. Le PC est invité par elle à renouer avec une activité syndicale fondée sur les revendications quotidiennes pour le sortir de son isolement sectaire.

Cette réorientation se fait à l'occasion de la destitution de deux dirigeants, Barbé et Célor, accusés de fractionnisme. Si fraction il y a, c'est avec l'appui de l'IC qui réunit alors, à part, les jeunes cadres issus des JC pour préparer la relève. Les autres membres de cette « fraction », Billoux, Thorez et d'autres, ne furent nullement inquiétés. Ils deviennent au contraire la nouvelle direction. L'affaire Barbé-Célor inaugure une pratique du PC consistant à traiter des problèmes politiques (là un changement d'orientation) par des moyens non politiques (l'accusation fautive de fraction dans ce cas, plus tard celle de collusion avec la police pour exclure André Marty en 1953).



LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE ANTIFASCISTE AVEC LES SOCIALISTES

La ligne « classe contre classe » qui fait du PS (SFIO) l'ennemi principal en tant que parti

« social-fasciste » est abandonnée progressivement entre 1934 et 1935. En 1935, cet abandon débouche sur la signature d'un programme de Rassemblement populaire avec le PS (en mai 1935), qui assurera la victoire électorale qui débouche sur la formation d'un gouvernement de Front populaire en juin 1936. Cette réorientation est la conséquence de deux facteurs. Le premier est la pression ouvrière à la base vers l'unité, le seconde, un peu plus tardive, est la réorientation de la politique de l'IC, qui, faisant le bilan des graves échecs subis en Allemagne, propose une tactique de Front unique anti-fasciste avec les socialistes. A Paris, le 6 février 1934, les ligues d'extrême droite cherchent à attaquer le Parlement, dans un contexte de scandale financier. L'émeute fait plusieurs morts. Le PCF refuse alors de choisir entre « la peste et le choléra », entre le fascisme et la démocratie bourgeoise. Mais le 12 février, deux manifestations appelées séparément par la CGT / SFIO et la CGTU / PCF se rejoignent à la Nation aux cris de « Unité, Unité ». Il y a débat dans le parti entre Doriot qui souhaite l'unité avec les socialistes et Thorez qui affirme encore le 19 avril 1934 qu'il faut faire « bloc contre le social-fascisme ».

En mai 1934, Thorez et Doriot sont convoqués à Moscou. Seul Thorez s'y rend. Il est reçu par Dimitrov (secrétaire de l'IC) qui l'informe du changement d'orientation de la politique de l'IC dans un sens plus unitaire et antifasciste qui est officialisé au VII congrès de l'IC en 1935. Revenu en France, Thorez persiste encore dans une attitude de dénonciation du PS. Plusieurs télégrammes de l'IC l'incitent à infléchir la ligne dans un sens unitaire. Le 9 octobre, le PCF [...] propose donc un large Front Populaire antifasciste élargi au Parti Radical. Début 1935, l'IC conseille au PCF de ne plus condamner la *Marseillaise* et le *Drapeau Tricolore*. Le PC se fait dès lors l'ardent défenseur de la nation et de la démocratie bourgeoise.

Aux élections municipales de 1935, le PCF fait un accord électoral avec la SFIO. Le PCF double le nombre de municipalités qu'il dirige par rapport à 1929. Mais c'est dans la région parisienne que le succès est spectaculaire (multiplication par 3). Les élections législatives d'avril / mai 1936 sont un nouveau succès pour lui. Il double le nombre de voix recueillies, et passe de 10 députés à 70.

Il ne participe pas au gouvernement de Front Populaire (formé par des socialistes et des radicaux); mais il le soutient.

Ses effectifs qui étaient de 70.000 en 1935 atteignent 328.000 en fin 1937. S'ils n'en sont pas les initiateurs, les cadres et militants du PC sont les organisateurs des grèves avec occupation. Elles démarrent à partir du 1er mai, mais ne se généralisent qu'à la fin du mois. Il capitalise en adhérents l'aspiration ouvrière à l'unité. Les militants formés dans la période de « classe contre classe » et dans la CGTU, permettent au PC de s'ancrer dans la classe ouvrière, et surtout dans la métallurgie. Au sein de celle-ci, ce sont les ouvriers professionnels qu'il gagne (le parti aura toujours du mal à s'implanter solidement parmi les OS). La région parisienne concentre les nouvelles activités métallurgiques en fort développement (automobile, aviation). La métallurgie est la grande industrie de la région, près de 400.000 ouvriers y sont employés. Le PCF y a 1/3 de ses adhérents.



L'OPPORTUNISME SUR TOUTE LA LIGNE

Le moment où le PCF devient « le parti de la classe » est aussi celui où il abandonne dans les faits une politique d'indépendance de classe. Les deux constats ne sont pas contradictoires. Le PC et ses militants sont les défenseurs des intérêts économiques des travailleurs. Cela est incontestable. Mais en même temps, le PC, pour devenir un parti de masse, abandonne les positions idéologique et politique qui vont à contre-courant de l'idéologie républicaine et patriotique dominante dans la masse des travailleurs. Rester un parti de masse signifie pour le parti élargir une influence électorale qui assure à ses dirigeants des positions dans l'appareil politique bourgeois. L'abandon des positions communistes et internationalistes se manifeste sur plusieurs questions essentielles.

En fusionnant le Drapeau rouge et le drapeau tricolore, il capte l'influence que les sociaux-démocrates conservaient dans la classe ouvrière. Il cesse aussi d'être à contre-courant du démocratisation bourgeois dominant parmi les ouvriers et que renforce la menace fasciste. Pour gagner la petite bourgeoisie, il s'affirme un parti de l'ordre et de la nation. En 1936, Thorez vante ainsi les qualités

du PCF : « Notre discipline et notre amour de l'ordre [qui] répondent dans ce pays si facilement et parfois si dangereusement individualiste à ce dont il a le plus besoin pour trouver son équilibre : la mesure ». Le PCF est « solidement enraciné à la terre de France ». « Tout commande aux ouvriers de notre pays, si fiers de leur métier et si magnifiques de conscience professionnelle, de s'unir aux paysans dont le rude labeur a tant contribué à faire la grandeur de la France et avec l'ensemble des classes moyennes en qui vivent de si précieuses qualités de labeur et d'épargne ». Ce sont là des qualités bien petites-bourgeoises et chauvines.

Le PCF renonce à l'antimilitarisme révolutionnaire pour voter les crédits militaires. Le 2 mai 1935, Staline a signé avec Laval, chef du gouvernement français, un pacte d'assistance militaire entre la France et l'URSS. Le PC approuve dès lors la politique de défense nationale de la France impérialiste. Le PCF, qui en juin 1934, affirmait encore que « nous ne voulons pas croire un instant à la défense nationale. Nous sommes restés, nous, à cette phrase de Marx : 'les prolétaires n'ont pas de patrie' », fait alors campagne sur « Staline a raison », et vote les crédits de la défense nationale.

La volonté de ne pas choquer le chauvinisme national et l'idéologie colonialiste, qui restent encore forts parmi les travailleurs, mais aussi celle de faire alliance avec le PS et les radicaux-socialistes, conduisent le PCF à abandonner la défense du droit des peuples des colonies à l'indépendance. Quand en 1937, le gouvernement de Front populaire interdit l'Etoile nord-africaine, l'organisation nationaliste et indépendantiste algérienne, le PCF ne soulève aucune protestation. Bien plus en 1939, Thorez affirme que l'Algérie n'est qu'une nation en formation et n'est pas mûre pour l'indépendance. **Le PCF cesse d'être le parti de la classe ouvrière de France, pour devenir, quelles que soient ses déclarations internationalistes, le parti de la classe ouvrière française.**



DÉMOCRATISER L'ÉTAT PLUTÔT QUE LE RENVERSER

A partir de 1936, le PC modifie progressivement son attitude par rapport à l'État bourgeois. Jusqu'aux années du Front populaire, le PCF est hostile à tout renforcement du pouvoir économique de l'État. Il s'oppose aux nationalisations qu'il refuse de voir inscrites au programme

commun de Front Populaire. Pour lui, pour nationaliser, « *il faut le pouvoir; et prendre le pouvoir, pour nous, cela ne se fait que d'une seule façon : par la dictature du prolétariat, par le pouvoir des soviets* ». Le PCF affirme que « *les nationalisations dans un cadre capitaliste ne pourraient conduire qu'au renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière. Ce serait simplement accélérer le procès de fascisation de l'État* ».

Les nationalisations sont alors défendues par la SFIO, et par la CGT réformiste, comme préparant la transition vers une société socialiste. Vers la fin des années 30, le PCF commence à en accepter le principe dans un certain nombre de cas. Il abandonne peu à peu la critique intransigeante de l'État bourgeois. En 1938, il inscrit dans son programme les nationalisations, et affirme que l'action de l'État peut être positive « *dans la mesure où il est influencé par les masses populaires* ». Les nationalisations doivent « *donner à l'État le contrôle de la gestion des cartels, la fixation des prix et le droit de refuser une fusion* ». Ainsi, il fait sien, à peu de choses près, le programme de la SFIO.

En 1937, la ligne du PC est nettement opportuniste. Au sortir de la guerre, le Parti s'engagera dans la collaboration de classe. Il renoncera dans les faits à toute attitude réellement révolutionnaire. La référence au socialisme ne sera plus que l'enrobage d'une politique bourgeoise.

Après la guerre, le PCF abandonne le combat de classe pour celui de la restauration de la France. La révolution est en principe pour demain ... mais c'est l'opportunisme au quotidien. Il refuse le soutien à la lutte de libération nationale algérienne. Au tournant des années 1960, le PC s'engage dans une politique d'union de la gauche et y sacrifie les principes communistes dont il se réclame : l'internationalisme, l'anti-impérialisme, la défense des intérêts politiques de la classe ouvrière. En Mai 1968 et dans les années 1970, la politique du PCF s'affirme contre les aspirations ouvrières. Ensuite, c'est la dégénérescence complète jusqu'au parti social-démocrate que l'on connaît aujourd'hui, engagé à fond dans le parlementarisme bourgeois et qui n'envisage plus aucun avenir en dehors du capitalisme¹.

.....
¹ Rajout 2020. Voir l'article original sur ocml-vp.org pour en savoir plus sur ces périodes.

[...]



EN CONCLUSION

[...] Si l'on veut reconstruire un parti communiste digne de ce nom, il faut débusquer l'origine du révisionnisme du PCF. Il faut examiner son histoire à partir des faits et de sa pratique, et non pas en construisant à propos de son passé, une histoire édifiante, mais fausse. [...] A la lumière de l'expérience du PCF nous pouvons dégager quelques conclusions politiques.

Le premier constat est que, malgré son opportunisme et son abandon de la perspective révolutionnaire, le PCF est resté un parti majoritaire dans la classe ouvrière. Il le doit d'abord à l'implication de ses militants dans la défense, au quotidien, des intérêts économiques des ouvriers. De cela nous concluons trois choses. La première est que les communistes doivent évidemment s'impliquer dans cette défense, pour gagner la confiance des ouvriers. La deuxième est qu'ils ne le peuvent qu'en travaillant avec eux dans les entreprises. La troisième est que la participation aux luttes ouvrières ne suffit pas à construire une politique de classe indépendante de la bourgeoisie.

Défendre les ouvriers jusqu'au bout, c'est mener les luttes quotidiennes du point de vue de l'objectif des communistes qui est la révolution socialiste : la prise du pouvoir par les ouvriers conscients organisés en parti et plus largement dans des soviets. C'est donc dans les luttes encourager leurs initiatives, la démocratie, la prise de responsabilité. C'est développer leur action consciente. Et dans l'organisation, comme le PC a su le faire dans les années 1930, il faut attacher une grande importance à la formation des militants, même si nous devons aussi examiner le contenu idéologique et politique de cette formation. La défense de la Dictature du prolétariat, ce n'est pas défendre une formule, comme l'a fait le PCF pendant près de 40 ans, c'est promouvoir le rôle actif des ouvriers d'avant-garde. C'est aussi tirer des enseignements, en positif, comme en négatif des expériences historiques en URSS et en Chine.

Défendre les intérêts ouvriers jusqu'au bout, c'est porter des revendications, mener des batailles qui construisent l'unité de la classe ouvrière, sans

craindre d'être à contre-courant des préjugés existants dans la classe elle-même : chauvinisme, sexisme, homophobie... Cela implique de se délimiter des politiques qui, sous des formes plus ou moins camouflées, propagent les idées bourgeoises dans la classe ouvrière ou la conciliation avec les intérêts de l'impérialisme français. Dans la bataille de la production en 1945, en abandonnant la défense du droit des colonisés à l'indépendance en 1936 et en 1945, en argumentant la paix en Algérie par l'intérêt de la France, le PCF s'est placé sur les positions de la bourgeoisie française.

Vouloir construire un parti de masse, alors que la bourgeoisie domine politiquement, et en dehors d'une période de crise révolutionnaire, ne peut conduire qu'à la conciliation avec les idées

dominantes dans la classe. Le caractère de masse d'un parti n'est pas la garantie de son caractère politique de classe.

Nous avons à construire un parti de la classe ouvrière de France, de tous les ouvriers et prolétaires quelle que soit leur nationalité ou leur origine. Cela ne peut pas se faire qu'en construisant l'unité dans la lutte économique contre le patron. Cela exige de lutter effectivement contre notre impérialisme et de soutenir la lutte des peuples qui se dressent contre lui, en dépit des risques que cela peut comporter. Sauf dans ses premières années, le PCF a très souvent pratiqué un internationalisme de la déclaration démenti par son attitude pratique.

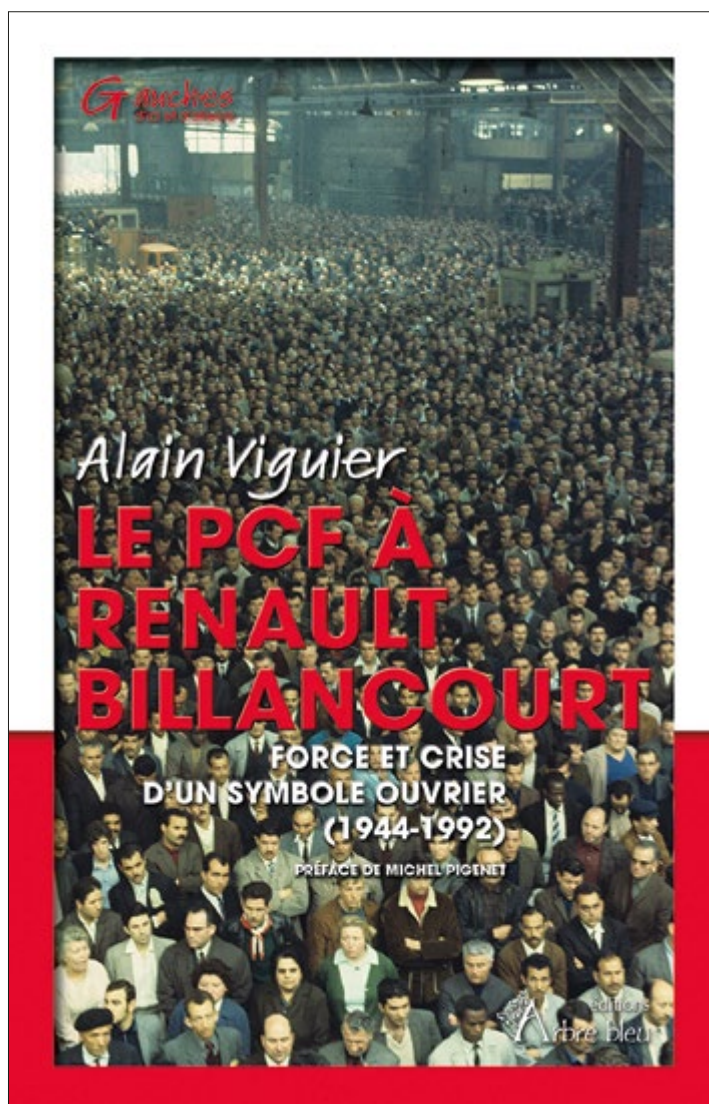
Gilles Fabre

**LE PCF
À RENAULT
BILLANCOURT
FORCE ET CRISE
D'UN SYMBOLE OUVRIER
(1944-1992)**

Alain Viguiier, éditions Arbre bleu

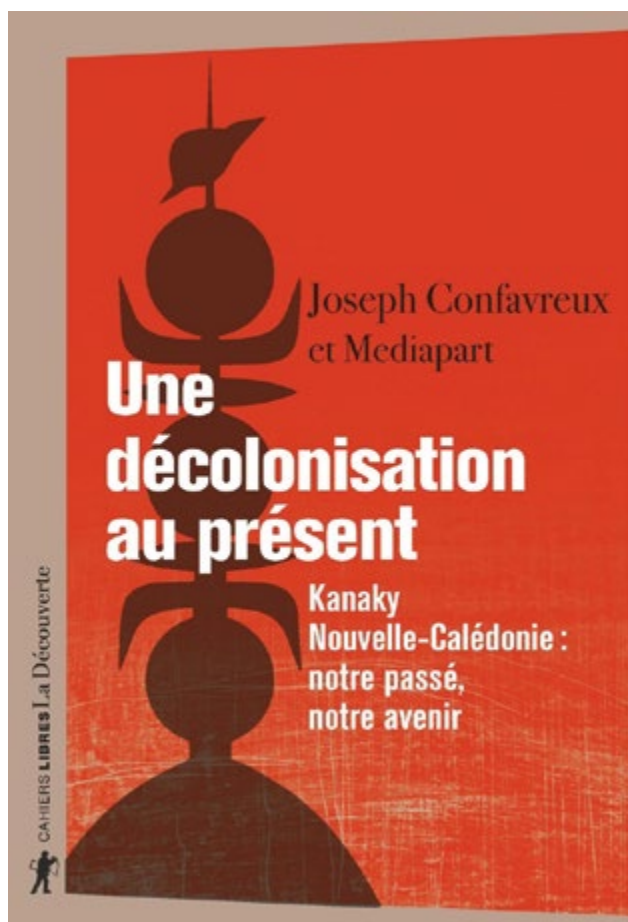
En complément
de l'article intégral
(dispo sur ocml-vp.org),
l'histoire du PCF
dans un bastion ouvrier :

« Quels furent les ressorts
de l'engagement ouvrier
dans le Parti communiste français ?
Pourquoi une telle audience
suivie d'un lent dépérissement ?
Telles sont les questions
que se pose ce livre à partir
du cas spécifique mais emblématique
de Renault Billancourt et du PCF,
de 1944 à 1992. »



LIRE

50



UNE DÉCOLONISATION AU PRÉSENT

JOSEPH CONFAVREUX ET MEDIAPART

Éd. La Découverte, 241 p., 18€

Le référendum du 4 octobre en Kanaky-Nouvelle-Calédonie ravive peut-être directement dans votre mémoire les « événements » de l'île d'Ouvéa en 1988; le massacre de 11 indépendantistes par le GIGN, sous les ordres d'un pouvoir de cohabitation Chirac-Mitterrand. Vous n'avez pas tort; ce sont les luttes politiques violentes des années 1984-1989 qui ont été à l'origine de ce processus devant durer 20 ans et qui devait, éventuellement, déboucher sur une indépendance.

Le livre de Confavreux et Mediapart est intéressant. Outre l'histoire, coloniale, il brosse un tableau vivant et assez complet de la situation dans le « Caillou ».

Il est bon de se rappeler que les Communards furent déportés dans cette colonie lointaine aux côtés des Algériens, eux-mêmes insurgés en 1871. Que ces insurgés de Paris et de Kabylie ont proposé leurs services pour écraser les insurgés kanak en 1878. Que peu fraternisèrent, comme Louise Michel, avec les « sauvages » de la brousse. Que celle-ci s'est auto-censurée, dans ses écrits, pour ne pas exposer à l'Europe « le caractère extrêmement misogyne de la société kanak » (p. 69). Que cette société, dite arriérée, a pourtant bien des leçons à nous donner sur le rapport des hommes à la nature et des hommes entre eux.

Un paradoxe est noté : en Kanaky, ce sont les blancs qui sont les immigrés. On aboutit pourtant à des inégalités et des discriminations que nous connaissons bien en France. Ouvéa en 1988 ? « Il faut évoquer ce qui est arrivé à Alphonse Dianou... Blessé d'une balle dans la cuisse, il est évacué... Le capitaine B. était à l'intérieur du camion. Une fois Dianou allongé sur le plancher, il lui est monté dessus et a ordonné à ses gens de faire la même chose... On a entendu un dernier cri, et puis plus rien... » (p. 167). Ensuite, le travail de ce « service public » pour la sécurité des citoyens a consisté à « modifier et truquer la scène de combat, tromper les enquêteurs, masquer des « bavures », en protéger les auteurs » (p. 169).

Il est bon de rappeler ces faits, bien documentés 30 ans après, mais aussi de décrire une situation actuelle lourde d'injustices. C'est le rôle positif de ce journalisme « engagé ». Mais le tout est inévitablement enveloppé dans une idéologie foireuse, du genre « la France se grandirait à réussir cette indépendance », comme si le problème était la grandeur de la France. Ou « beaucoup aspirent à la réconciliation », ce qui n'est même pas du niveau de la commission sud-africaine présidée par l'archevêque Desmond Tutu, « Vérité et réconciliation » : la vérité d'abord !

Mais surtout, n'attendez pas de Mediapart un point de vue de classe, qu'il s'agisse de la bourgeoisie kanak en formation ou du prolétariat blanc raciste. A la question « Quelle société

voulons-nous ? », les indépendantistes ont tendance eux-mêmes à répondre très prudemment : « On verra ensemble, assurons d'abord la victoire de l'indépendance » (par la voie électorale). Le point de vue des travailleurs dans ce type de situation était pourtant déjà clairement et simplement exprimé des 1847, dans le Manifeste (au sujet de l'Allemagne) :

« Le parti communiste lutte en commun avec la bourgeoisie, toutes les fois qu'elle a un comportement révolutionnaire, contre la monarchie absolue, la propriété foncière et la petite bourgeoisie. Mais à aucun moment, il ne néglige de développer chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers sachent convertir les conditions politiques et sociales que la bourgeoisie doit nécessairement amener en venant au pouvoir, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt renversées les classes réactionnaires, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même. »

C'est la raison pour laquelle VP a toujours soutenu les luttes des travailleurs, des opprimés et des colonisés, mais pas le projet politique du FLNKS. (Voir les articles « Kanaky : quels enjeux derrière le référendum, 2018-10-26 ; et « Qui et quoi soutenir ? 2004-08-06 »).

LEUR FOLIE, NOS VIES. LA BATAILLE DE L'APRÈS

FRANÇOIS RUFFIN

Éd. Les Liens qui libèrent, 2020, 276 p., 17 €

Il y a quelque chose de prolétarien chez François Ruffin. Il exprime bien les situations et les réactions des travailleurs, ouvriers d'usines compris. C'est autre chose que le vieux cheval de retour du PS Jean-Luc Mélenchon. En tant que député, il ressemble souvent à ce que pourrait être un communiste révolutionnaire élu à l'Assemblée nationale. Mais il n'est pas communiste révolutionnaire.

Plutôt que de lire régulièrement son journal Fakir – car c'est vraiment son journal et pas un journal d'organisation –, lisez son dernier livre, sous-titré « La bataille de l'après ». Faites-vous votre opinion. Ensuite, lisez la nôtre ci-dessous !

Le bouquin vous accueille avec une citation d'un extrait de 1940, tiré de « L'étrange défaite » de Marc Bloch : « Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle... »

On a un peu l'impression de s'être trompé d'adresse. C'est évidemment une comparaison entre la guerre de 1939-40 et la guerre actuelle contre le virus. Mais se retrouver dans une guerre contre les Allemands et pas contre les Nazis... Affirmer que le problème, c'est le niveau intellectuel des généraux et des politiciens, et que si on en avait des moins cons à qui obéir, les choses se seraient mieux passées... Vous êtes sûr que c'est un livre qui défend les travailleurs ?

Dès la première page la leçon est donc celle-ci, et elle le restera : Nos chefs n'ont pas su penser la guerre contre le virus ; il nous faudrait des chefs d'une autre envergure intellectuelle. Si encore c'était la nécessité d'un état-major politique communiste... Voyons la suite.

Un travail, utile et agréable, de journaliste est fait. Le rappel de réalités choquantes. Le choix entre les gens qu'on soigne et ceux qu'on laisse mourir faute de moyens (p. 92). Et la compilation de citations « historiques ». Agnès Buzyn, le 26 janvier : « Aujourd'hui il n'y a aucune indication à acheter des masques pour la population française ».

Sibeth Ndiaye, le 20 mars : « Les masques ne sont pas nécessaires pour tout le monde ». Une étude précise des discours de Macron, les mots utilisés, le temps des verbes (le futur, le conditionnel), les mots tabous (p. 33, 187, 218, 232) : souveraineté nationale, égalité, partage, justice.

Mais on sait que Macron ne recule devant aucune déclaration, aucun « en même temps », et la pandémie lui a donné l'occasion d'en faire la démonstration. Le problème, c'est que François Ruffin, s'il brandit « souveraineté nationale », etc., a lui aussi ses mots tabous : classe sociale, petite-bourgeoisie, impérialisme, pays dominés, capitalisme, révolution violente, communisme...

Il a lui aussi ses « en même temps ». On a en même temps la haine des cadres en général et la recherche de bons cadres. La haine de l'ouvrier qui constate, avec le télé-travail, « C'est l'encadrement à la maison, les petits soldats au front » (p. 51). Et la recherche d'une nouvelle domination sur le peuple : « Le peuple peut accepter la domination d'une élite, à condition que cette élite lui assure une protection » (p. 189).

Pas étonnant que Marx soit cité en positif (p. 65), dénonçant « l'exploitation des hommes, des femmes et des enfants » ; et Lénine en négatif grave (p. 236) : c'est « la honte des crimes », il a appuyé, orchestré la révolte des exploités eux-mêmes, leurs organisations et leur pouvoir...

Deux indices confirment le malaise, la datation, et les références. Premièrement, tous nos malheurs sont nés il y a 30 ans. La politique de mondialisation, de privatisation, de financiarisation, de précarisation, durent « depuis 30 ans ». L'expression revient dix fois, pas moins. Elle nous ramène donc à quelle belle époque ? Aux années 1981, à la Gauche unie au pouvoir.

Deuxième indice, les références. Montesquieu pour la politique, Thomas Piketti pour l'économie, Roosevelt et Keynes face à la crise des années 1930 (p. 28, 154, 187). On se demande pourquoi Churchill et De Gaulle ne sont pas cités. Après tout, le « héros » personnel de Ruffin,

Maurice Kriegel-Valrimont (p. 30), fut très proche du PC dans les années 1940, qui lui-même fut très proche de De Gaulle.

Ruffin est un politicien de gauche. Mettons bien dans ces deux mots tout leur poids négatif. Politicien qui laisse croire que les élections organisées par la bourgeoisie, l'État actuel, peuvent, moyennant une nouvelle Constitution et de nouveaux politiciens, encadrer, diriger l'économie, attaquer de front la finance, et faire le bonheur des travailleurs. De gauche : prêt à refaire une expérience du genre 1936, 1944, et plutôt 1981.

Si la perspective vous laisse un peu sceptiques, vous pouvez ajouter un peu de mouvements sociaux, de « pression de la société civile » (p. 116). Car il va falloir tout de même un peu leur « botter le cul » (p. 266). Mais selon le programme de la France Insoumise et les promesses de Mélenchon, vous aurez finalement le grand changement à moindres frais, dans le calme et la légalité. En politique, faire « la reconquête de la démocratie » (p. 167), en redonnant le pouvoir aux « représentants du peuple » (p. 189), et en empêchant ce que permet la Constitution actuelle, les lubies et caprices d'un prince (p. 140). En économie, taxer « les plus hauts patrimoines » (p. 162), taxer les produits d'importation, comme ça s'est toujours fait d'ailleurs, « durant des décennies voire des siècles » (p. 190).

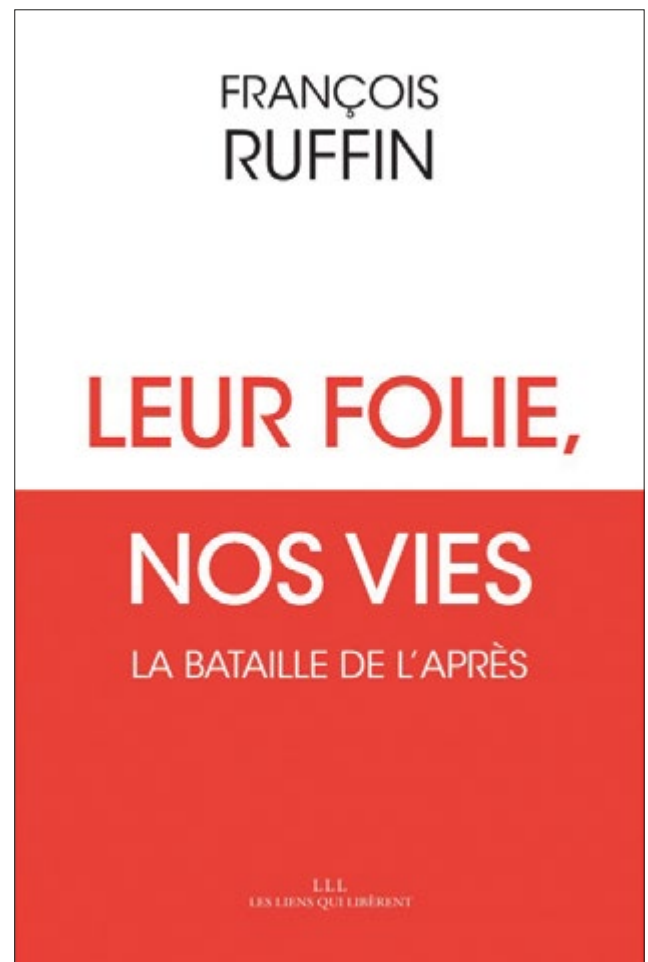
Le problème central, c'est « vers où canaliser les capitaux » (p. 66). Ce sera en particulier vers... les entreprises (p. 29, 102, 232)! Et ceux qui « ne comprennent pas l'intérêt général, il faudra les arrêter avec la police » (p. 102).

Le scénario de la victoire est assez simple. Un nouveau président de la République est élu. De la France Insoumise, bien sûr. Il organise un référendum « sur cette question : Souhaitez-vous une nouvelle Constitution? » (p. 152). Et « aussitôt élu », le président fait « le tour des capitales du Sud » (de l'Europe, pas du monde), il rencontre « ces peuples en souffrance », discute « avec leurs dirigeants, qu'ils soient de droite, qu'ils soient de gauche, qu'importe... », et s'en fait leur « porte-voix à Bruxelles »; « La voilà, la grandeur de la France » (p. 193).

Arrivés à ce point, on a un peu oublié les qualités de journaliste et de dénonciation. On peut

pourtant en ajouter une. Le constat d'un fait. A propos de l'écologie (p. 71) : « Dans l'esprit des gens, on a basculé... on a compris, la croissance à l'infini, c'est fini ». Et cette citation de Gramsci : « Les grandes masses ne croient plus à ce qu'elles croyaient auparavant » (p. 264). Eh bien, il n'est pas sûr que les « masses » d'aujourd'hui soient prêtes à croire si facilement que ça à une nouvelle aventure de gauche, 30 ans après. Un nouveau François après François Mitterrand et François Hollande. Un monde d'après qui ressemblerait à un monde d'avant.

PS : dans un livre précédent, « Il est où, le bonheur », François Ruffin développait avec un certain bonheur (!) sur la crise écologique et les moyens d'en sortir. Mais avec les mêmes limites, la recherche d'une nouvelle alliance ouvriers / intellectuels (cadres) évidemment sous la direction de ces derniers, le silence sur l'impérialisme et la mondialisation, l'immigration, les sans-papiers, les migrants (sujets sur lesquels Ruffin est assez ambigu), la défense d'un certain patriotisme économique (un « Fabriquons français » soft) et autres fariboles qui mettent pas mal de plomb dans l'aile à sa conception de la solution écologique nécessaire...



À lire tous les mois



UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES
À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



2€



Brochure des résolutions du 9^e Congrès de l'OCML Voie Proletarienne (été 2014). L'occasion de (re)découvrir ce que nous pensons et défendons et tout ça en quelques pages !

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville ! Le prix varie selon la quantité !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
1918, rue Frontenac
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



Flashez pour
vous abonner
en ligne!

Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084

Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP

MAGAZINE

DOSSIER
1917-2017

FAIRE VIVRE
LA RÉVOLUTION
COMMUNISTE

TURQUIE / KUSDISTAN
Rencontre avec
un guerillero maoïste

Gauche et chômage
LES ILLUSIONNISTES

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



vp-partisan.org
contact@vp-partisan.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

LUTTER CONTRE
L'IMPRÉCÉDÉ
BILITÉ
L'EXPLOITATION

LE MOUVEMENT POPULAIRE
AU PÉROU
Un bilan

ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

Mouvement
OUI TRAVAIL Fem

par
prolétarienne



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

– Les numéros 1 à 5 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS ! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

PARTISAN

MAGAZINE

1	ÉDITORIAL
3	OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES SANS-PAPIERS ?
8	DOSSIER : LE MONDE D'APRÈS
10	<i>La santé du jour d'après</i>
14	<i>Questions et réponses</i>
28	<i>Le CNR de 1945, modèle pour « le jour d'après » ?</i>
33	<i>Quelques démarcations sur l'écologie</i>
38	LA CHIMIE CAPITALISTE TUE (mise à jour)
42	IL Y A 100 ANS, LE PC ÉTAIT FONDÉ
50	LIRE

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la nouvelle publication de l'OCML Voie Proletarienne. Son objectif? Donner des outils de comprehension politique et theorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce systeme qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misere et la guerre.

Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 55** —

Partisan Magazine n° 17 sortira mi-2021

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution